



**Pas de sauveurs suprêmes**

# PROLÉTAIRES ! SAUVONS NOUS NOUS-MÊMES !

**CONSTRUISONS NOTRE PARTI**

ÉLECTIONS | PAGE 2

CAPITALISME | PAGE 7

NÉPAL | PAGE 10

ET AUSSI...

**DÉCLARATION  
DE  
L'OCML-VP**

**AUTOMOBILE  
EN CRISE ?**

**NAISSANCE  
D'UNE  
DÉMOCRATIE**

**AVENTIS: GRÈVE  
OFFENSIVE**  
**OGM: COMMENT  
REAGIR ?**  
**FEMMES EN  
LUTTES**

*Partisan* sur le net

<http://vp-partisan.org>

**NOUS SOMMES COMMUNISTES**

**VOIE PROLÉTARIENNE EST UNE ORGANISATION COMMUNISTE**



*Partisan*

## Élections : Déclaration de l'OCML-VP

*Voici revenu le temps des promesses électorales... Faut-il s'en désintéresser ? Faut-il brûler nos cartes d'électeurs, comme l'ont fait les travailleurs licenciés de Thomé-Génot à Nouzonville (Ardennes) ? Ou bien faut-il se réjouir des inscriptions massives sur les listes électorales, être prêts, au moins, à «faire barrage» à Sarkozy ou à Le Pen ?*

### Faire barrage à la bourgeoisie !

Pour les ouvriers comme pour tous les travailleurs, le problème, c'est de faire barrage aux attaques du patronat et du gouvernement : attaques contre l'emploi, contre le pouvoir d'achat, contre les retraites, contre la jeunesse, contre la liberté d'immigration, etc. Sur toutes ces questions, de notre point de vue de travailleurs, **Gauche et Droite ne sont que deux manières légèrement différentes, et souvent semblables, de gérer les affaires du capitalisme.** Comme l'ont montré 20 ans d'alternance.

Personne n'ignore la manière de Nicolas Sarkozy. Ses déclarations et ses interventions policières provocatrices dans les banlieues, le GIGN contre les grévistes de la SNCM, l'état d'urgence à la frontière de travailleurs et d'enfants immigrés, la visite amicale à George Bush, etc. Mais qu'a fait la Gauche ?

De 1981 à 2002, la Gauche a eu le temps de faire ses preuves. Jamais notre pouvoir d'achat n'a autant plongé. Les licenciements, le chômage et la précarité ont explosé, mais aussi les profits, la Bourse et les grandes fortunes. Tous les travailleurs sans-papiers n'ont pas été régularisés, une minorité l'a été, et tous ont été fichés, ce qui n'a pas mis fin à la précarité et aux expulsions. Mitterrand s'est rangé aux côtés de George Bush père dans la guerre contre l'Irak en 1991. Etc.

Le Pen se dit anti-système contre la Droite et contre la Gauche. Mais tout le programme du Front National est au service des riches et des patrons. Sa spécialité est de cultiver ouvertement la division entre travailleurs, français et immigrés.

Le PS et l'UMP sont deux partis bourgeois, de même que l'UDF ou le FN. Nous ne choisisons pas l'un contre l'autre. L'arnaque Royal est tout autant dirigée contre les travailleurs que la matraque Sarkozy. Le résultat sera le même. Nous disons NON aux partis bourgeois !

### La nouvelle Gauche n'est pas anti-capitaliste

**La Gauche «anti-libérale» a posé le problème de la rupture avec la Gauche bourgeoise, mais ne l'a pas réalisée.** Le tabou des Collectifs anti-libéraux (avec José Bové, Marie-George Buffet, etc.) était la question du vote au deuxième tour. L'appel au report des voix en faveur du PS est incontournable pour le PCF, car il conditionne tous les marchandages de circonscriptions aux législatives en juin et aux municipales en 2008. Le PCF soutient nos luttes pour mieux nous proposer ensuite son débouché électoral, échanger alors son crédit de voix contre le maintien de son groupe parlementaire et d'un certain nombre de fiefs locaux. Tel est le secret du «sectarisme» du PCF, que lui reprochent les autres anti-libéraux. La Gauche anti-libérale est le réformisme d'aujourd'hui. L'anti-libéralisme n'est pas l'anti-capitalisme. C'est l'utopie d'un capitalisme régulé et contrôlé par l'Etat.

Nous devons avoir notre politique et nos organisations, indépendantes de la classe dirigeante capitaliste. Cette indépendance politique passe aussi, dans nos rangs de travailleurs, par le rejet du réformisme, qui est acceptation du capitalisme, de son Etat, et des partis bourgeois.

### Faire vivre notre démocratie

La démocratie actuelle repose sur l'abandon de nos intérêts dans les mains de députés, ministres et autres élus, qui parlent à notre

place, au nom d'un intérêt général qui se retourne contre nous. La démocratie bourgeoise organise des votes, mais elle organise surtout la passivité. Les hommes et les femmes qui se présentent ont besoin de nos voix, mais ils ont peur de nos actions. Ils nous flattent pour mieux nous endormir.

**La vraie démocratie pour nous, aujourd'hui, ce ne sont pas ces élections, c'est la lutte des classes.** C'est la démocratie que nous faisons vivre dans nos luttes, dans nos syndicats, nos associations, et dans notre organisation politique. Nous ne vivons pleinement la démocratie que lorsque nous aurons imposé un pouvoir ouvrier.

Les « émeutes » de novembre 2005 et la lutte « anti-CPE » de 2006, par exemple, ont plus fait pour poser la question du chômage des jeunes et donner un coup d'arrêt aux contrats précaires, que ne feront jamais tous les gouvernements de « gauche ». Ce à quoi il nous faut travailler surtout, c'est à la construction d'une organisation anti-capitaliste et anti-réformiste, un parti communiste révolutionnaire. VP-Partisan y travaille, travaillons avec VP-Partisan !

**En l'absence de candidat se réclamant du communisme et de la classe ouvrière,** au deuxième tour des présidentielles par exemple, nous préférons le vote blanc ou nul à l'abstention. Au premier tour, nous avons appelé dans le passé à voter Lutte Ouvrière et nous continuons à le faire. Nous avons de sérieux désaccords avec cette organisation, qui répand des illusions sur la possibilité d'un contrôle ouvrier sur le capitalisme, sur la possibilité d'exploiter des entreprises dans le cadre du système actuel (celles qui font des profits et qui licencient), etc. Mais nous nous reconnaissons dans une partie de son discours, sa dénonciation du capitalisme, de la Gauche, son refus de voter Chirac en 2002, sa défense d'un camp des travailleurs.

### Notre programme : trois exemples

- Il y a un consensus droite-gauche pour nous dire que **les licenciements et la précarité** sont inévitables, et qu'il faut les aménager sous la forme d'une «sécurité sociale professionnelle».

Non ! Non aux licenciements, et non au capitalisme ! Non au «contrat unique» de la précarité ! Pas de salaires en-dessous de 1500 euros net ! Un logement décent pour tous ! A travail égal, salaire égal, dans le monde entier !

- Il y a un consensus droite-gauche pour nous dire que «la France ne peut pas accueillir toute la misère du monde», que **l'immigration** doit être «choisie».

Non ! L'impérialisme français répand la misère dans le monde ! Et ce n'est pas aux patrons de choisir, c'est aux travailleurs ! L'internationalisme, c'est notre force. La carte de dix ans renouvelable pour tous les sans-papiers ! Libre circulation pour tous les travailleurs !

- Il y a un consensus droite-gauche pour se féliciter du rôle pacifique de «**la France dans le monde**», qui s'opposerait en particulier aux Etats-Unis.

Non ! «La France» en Afghanistan, en Irak, comme en Côte-d'Ivoire et au Liban, etc., c'est la défense des intérêts de Total, Bouygues et compagnie. Troupes françaises, hors du Liban, hors d'Afghanistan, hors d'Afrique ! Annulation de la dette des pays dominés !

**Le capitalisme n'a pas d'autre perspective que l'exploitation, l'injustice, la destruction de l'environnement et la guerre. L'avenir de l'humanité passe par le pouvoir ouvrier, c'est le socialisme. Pas la caricature qu'en ont été les pays de l'Est, mais un socialisme où les travailleurs auront leur mot à dire sur tous les problèmes, où les spécialistes ne décideront plus en notre nom et contre nous.**

**Pour cela, il nous faut un vrai parti communiste, VP-Partisan travaille à sa construction, travaillons avec VP !**

Février 2007

**COMMUNISTES,** nous luttons pour que les exploités détruisent le pouvoir et la bourgeoisie (son gouvernement, son parlement, sa police et son armée) et exercent par eux-mêmes un pouvoir sur toute la société. Ce pouvoir ne sera réel que s'il est porté par un bouleversement complet des rapports entre les hommes, des relations entre les hommes et les femmes, de la division du travail, du travail lui-même. Son accouchement ne pourra se faire que par la violence de masse.

**COMMUNISTES,** nous défendons les intérêts de tous les ouvriers, pas les intérêts de la France. Le nationalisme et le racisme nous divisent. Ils sont pour les ouvriers des impasses. Contre l'impérialisme – et particulièrement l'impérialisme français –, nous sommes aux côtés des peuples dominés et soutenons leur droit à l'indépendance.

**IL FAUT UNE ORGANISATION** pour résister et combattre, mais il la faut aussi pour comprendre et apprendre dans la lutte. Nous en avons besoin pour faire des expériences passées un guide pour l'action. Nous avons besoin d'elle pour que la pratique et le savoir de chacun deviennent la richesse de tous par la confrontation et le débat. Nous avons besoin d'une telle organisation pour que la lutte pour le communisme soit portée, de façon réfléchie, par un nombre croissant de travailleurs.

*Voilà ce à quoi travaille  
Voie Prolétarienne.*

Partisan est le journal de Voie Prolétarienne, association suivant la loi de 1901 déposée en Préfecture de Bobigny. Direction de publication : G. Lecœur. Commission paritaire numéro 10507. Dépôt légal : 1<sup>er</sup> trimestre 2007. Imprimé par Rotographie, 2 rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil (t 01 48 70 42 22)

Voie Prolétarienne, BP n° 48  
93802 Epinay/Seine cedex France

**Notre adresse e-mail :**  
[vp.partisan@caramail.com](mailto:vp.partisan@caramail.com)

**ABONNEZ-VOUS !**

**TROIS MOIS À L'ESSAI : 3 €**

UN AN SOIT 10 NUMÉROS  
SOUS PLI FERMÉ : 23 €  
SOUS PLI OUVERT : 15 €

UN AN SPÉCIAL DIFFUSION  
SOUS PLI FERMÉ : 11 €  
PAR ABONNEMENT SUPPLÉMENTAIRE  
SOUS PLI OUVERT : 6 €  
PAR ABONNEMENT SUPPLÉMENTAIRE

POUR NOS LECTEURS FRANCOPHONES  
À L'ÉTRANGER, TARIF D'ABONNEMENT POUR UN AN :  
30 \$ CDN (CANADA), 30 FS

**CHÈQUES À L'ORDRE DE :**  
VOIE PROLÉTARIENNE, BP n° 48  
93802 EPINAY-SUR-SEINE CEDEX  
CCP : N° 23 743 83 6 PARIS

José Bové en campagne

# Du monde et des illusions

**J**e suis allé au premier meeting de la campagne Bové le mercredi 7 février. Beaucoup de monde, plus de 2000 personnes, accueillies par le maire PCF local qui soutient la candidature Bové. L'ambiance rappelait un peu le Larzac 2005 : une moyenne d'âge plutôt élevée (une majorité de plus de 40 ans, des jeunes et peu de trentenaires). Une composition sociale large avec dominante petite-bourgeoisie urbaine. Politiquement aussi, un horizon très vaste de toutes les sensibilités de gauche (Verts et PC) et d'extrême-gauche pas trop radicale. Il m'a semblé percevoir une dominante de militants sociaux et associatifs, anciens militants politiques divers déçus.

Autre symbole révélateur : des drapeaux occitans et corses, mais pas de drapeaux rouges, ce que je comprends comme : faire consensuel, ne choquer personne, laisser vague la perspective. Ben moi, ça m'a choqué !

Les interventions furent nombreuses et variées aussi. Un ouvrier d'ex-Nestlé, un paysan écolo, deux jeunes de la banlieue parisienne (dont un du MIB) et sinon tout un panel de militants syndicaux et politiques nationaux (Villiers, Salesses, Braouezec, Bavay, Aguiton...).

### Incantations anti-libérales fourre-tout.

Sur le fond, que dire ? Y'avait à boire et à manger ! Rappel de luttes (contre les OGM, pour les sans-papiers, contre les délocalisations, pour les jeunes des cités) et plein d'incantations anti-libérales. Je dis incantations parce que c'est un peu le terme facile et rassembleur où chacun met ce qui lui plaît. Certains parlent de



S'il suffisait de brandir le poing...

capitalisme, d'autres de Constitution ! Ce sont les «multinationales» les grandes méchantes, plus qu'un système, ça m'a fait penser aux «200 familles qui dirigeaient le pays» qui figuraient dans le discours simpliste du PCF d'avant-guerre.

La campagne se veut large et populaire, à la bonne franquette, on peut venir avec ses illusions, les choses n'ont pas l'air trop compliquées. Pas très politiques non plus, c'est du social !

L'autre mot répétitif du meeting était «unité», scandé de nombreuses fois. Contre les menées des Partis. Là, ça me rappelait le «Tous ensemble» de 1995, pas faux mais tellement limité et ecuménique. Tous ont appelé à ce que l'unité se fasse autour de la candidature Bové, mais le vote au deuxième tour n'a été abordé par personne. Ça va être l'anti-Sarko, comme on a eu l'anti-Le Pen. Ils se veulent unitaires pour trois, appelant Buffet et Besancenot à laisser tomber leurs candidatures «partidaires». Et des critiques sur le fond, il n'y en a pas, seulement la dénonciation des manœuvres (réelles !) d'appareils.

**Une tonalité de solidarité et de vision mondiale bienvenue.** Là-dessus, je trouve que les choses sont dites plutôt sagement, même si le catholicisme social peut y trouver son compte tellement ça reste joli. Les deux discours les plus politiques étaient les derniers, ceux de Braouezec et de Salesses. Seul le premier a parlé d'antagonisme de classe, ce qui n'est vraiment pas dans la tonalité générale. Seul le deuxième a critiqué le PS et a rappelé l'importance de l'unité autour des 125 propositions des collectifs unitaires (propositions analysées dans les deux der-

niers *Partisan*). Salesses a aussi bien synthétisé les trois axes qui soude la campagne Bové :

- on ne peut laisser les multinationales diriger un monde d'exploitation et détruire la planète

- on a des propositions concrètes pour inverser la logique

- nous ne sommes pas passifs ou défaits : on est une force, le rassemblement de la gauche anti-libérale. Notre force, c'est le nombre et la diversité de couleurs politiques unis sur un programme concret.

**Pas de quoi fouetter un militant révolutionnaire !** Sinon, quelques phrases significatives du meeting que j'ai notées :

«Il faut une insurrection citoyenne, il faut régulariser tous les sans-papiers. Ce ne sont pas des variables d'ajustement» (Bové). Insurrection électorale, insurrection citoyenne, comme ils y vont !

«Cette campagne sera l'un 1 de la nouvelle République» (Bavay). Nombreux sont ceux qui causent «citoyen», «République» et «démocratie» à tous bouts de champs.

«Il y a 4 urgences : sociale, écologique, citoyenne et la solidarité internationale» (un jeune black du 95). Malheureusement, il a cité Lula au Brésil comme exemple de soutien à faire !

«Les délocalisations ne seront pas acceptées : les entreprises qui délocaliseraient devraient créer autant d'emplois qu'elles en suppriment... On n'accepte pas ce capitalisme financier qui est en train de détruire nos vies et aussi la planète» (Bové) Dit autrement : un capitalisme industriel encadré, ce serait acceptable. Mais ça n'existe que dans les rêves et ça s'appelle une troisième voie réformiste.

«Renverser l'ordre actuel du monde» (le mec qui a lancé la pétition Bové sur internet). C'est une phrase qui fait consensus, chacun y met ce qu'il veut, mais en général pas la lutte de classes, pas de Parti pour la diriger, pas de révolution pour renverser le système !

Le même dénonçait la «confiscation de la chose politique par les appareils». S'il réussissait, je verrais bien le mouvement évoluer vers un Parti des travailleurs à la brésilienne, mais sans sa base ouvrière et révolutionnaire !

«Il n'est pas possible d'accepter qu'une dictature des actionnaires gouverne le monde. Il faut abroger la loi de dérégulation financière. Il faut la taxation de la rémunération effective des actionnaires. Il est impératif de brider l'actionariat financier et la liberté de circulation des capitaux. Le problème est éminemment politique» (Jennar, économiste). J'entends là (si je comprends) un baratin ronflant et creux, mais bourré d'illusions réformistes.

«Nous sommes le renouveau de la gauche, dans une forme qu'elle n'a jamais connue» (Bové). Eh bien moi, ça me rappelle la candidature Juquin et toutes celles qui, au nom des luttes, ont essayé de faire large et consensuel.

«Il y a trois gués pour passer la rivière. Mais c'est la même eau qui coule» (le syndicaliste de Nestlé, qui est aussi annoncé à la tribune du meeting Besancenot dans trois jours !). C'est bien ce qui m'éffraie, cette unité de fond revendiquée...

«Unissons nos rêves d'avenir. Brandissez l'étendard du changement» ; «On veut partager le travail et on doit partager les richesses» (Bové). Là encore, genre de belles phrases qui font l'économie du type de société et de changement à promouvoir.

«L'unité et le mouvement, ça ne se décrète pas. C'est par la force collective qui représente des individus libres... Changer la

donne, se réapproprier le politique... On partage l'espoir qu'on va pouvoir changer le monde» (Bové) Il y a quelque chose de sympathique et de pathétique dans ces appels à la force collective, au changement. Je sens, chez les participants à la campagne, plein de bonne volonté... et d'illusions, partagées et entretenues. Non pas que ce sera facile (qui peut oser le dire ?), mais que c'est impossible de changer le monde comme ça, en esquissant les vrais problèmes. Et ça plaît, ça marche, ça mobilise ! Nous, on fait rabat-joie, à dénoncer ces illusions. Mais comment faire autrement sans participer nous-mêmes à les répandre ?

Il y a des mots d'ordre justes (sur les sans-papiers, les OGM, les licenciements, les jeunes des cités,...) qui augurent qu'on va se retrouver dans les luttes. Mais dès qu'on gratte un peu, c'est le projet d'un capitalisme régulé qui unifie l'espoir de tous. Alors oui, on peut appeler le PCF à se joindre à la campagne...

Pour résumer, on diverge sur l'essentiel avec les tenants de la campagne Bové : l'analyse du capitalisme (réduite à de mauvais ressorts financiers), l'analyse du réformisme (réduite à la dénonciation du social-libéralisme) et l'analyse du socialisme (dont ils ne parlent pas !). Là où nous parlons nous de classes, de système impérialiste, d'Etat bourgeois, de Parti, de révolution, de communisme. Et ce n'est pas qu'un problème de vocabulaire !

Et pourtant, ils dénoncent les mêmes conséquences du système que nous ! Alors, menons le débat avec ceux qui veulent vraiment lutter. Mais y'a du chemin à faire ! Par nous, pour ne pas nous draper dans la pureté révolutionnaire, tout en défendant fermement nos idées. Par eux, pour laisser tomber leurs illusions réformistes...

Militant VP de Marseille

## À COMMANDER A NOTRE BP



Une brochure **Partisan** 2 euros

## L'ARNAQUE DU SMIC À 1500 EUROS

Dans un premier temps, Ségolène Royal a oublié de préciser qu'il s'agissait du brut. Puis elle a «omis» d'ajouter que ce serait au cours de son mandat. C'est-à-dire, si tout va bien, dans 5 ans ! Le SMIC brut, pour 35 heures, est depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2006 à 1 254,28 euros. Dans 5 ans, par le seul jeu de l'inflation, il devrait se situer entre 1 350 et 1 400 euros. Pour respecter la promesse de 1 500, il lui faudrait donc un petit coup de pouce, ce qu'on fait régulièrement les gouvernements, de droite comme de gauche. Quoique, toutefois, le PS reste le spécialiste du «blocage des salaires... et des prix» (gouvernement Mauroy en 1982) et du blocage «négocié» dans le cadre des 35 heures Aubry.

L'arnaque Royal n'a rien à voir avec la revendication d'un salaire minimum à 1 500 euros **net et tout de suite !**

# Durée du travail : apparences et réalités

**A** l'encontre d'une idée répandue, mais fallacieuse on ne travaille pas que 35 h par semaine alors que dans les autres pays on travaillerait beaucoup plus. L'horaire officiel, légal ou conventionnel, n'est pas la réalité des entreprises et des travailleurs. En France, trois notions bien différentes expriment la durée hebdomadaire du travail :

La durée légale est simplement une durée de principe et sert à fixer le point de départ des heures supplémentaires, lorsque celles-ci sont rémunérées.

La durée effective (réelle) est la durée de travail effectuée en tenant compte de l'ensemble des heures travaillées, normales et supplémentaires (payées ou non), pendant une semaine représentative de l'emploi (ou une semaine moyenne en cas d'horaires variables).

La durée moyenne de l'ensemble des emplois est obtenue à partir de la durée effective des emplois à temps plein et à temps partiel, en multipliant chacune de

ces durées par la proportion de chacun de ces emplois dans l'emploi total.

Ainsi pour une durée légale du travail de 35 heures par semaine en France, la durée effective moyenne est de 39 heures pour les emplois à temps plein et 36,5 heures pour l'ensemble des emplois. Par comparaison, ces durées sont inférieures en Grande-Bretagne : 37,2 heures pour les emplois à temps complet et 31,7 heures pour l'ensemble des emplois. Elles sont aussi inférieures aux Etats-Unis (USA) et dans plusieurs pays en Europe.

### Durée du travail dans d'autres pays.

Selon les pays, la durée officielle de l'emploi à temps complet est fixée par la loi ou par les conventions collectives. Par exemple, elle est de 37 heures au Danemark (conventions collectives), 38 heures aux Pays-Bas depuis 1982 (loi) et 56 heures pour la moitié des salariés (conventions collectives).

Durée effective du travail par semaine dans différents pays : tableau ci-dessous

Pays	Ensemble des emplois	Emplois à temps plein	Emplois à temps partiel	Taux de temps partiel	Année
France	36,3 h	39,0 h	23,2 h	17,2 %	2005
Allemagne	33,6 h				2005
Danemark	35,1 h			21,6 %	2005
Espagne	33,2 h	35,5 h	16,4 h	12,4 %	2005
Grande Bretagne	31,7 h	37,2 h	15,7 h	25,5 %	2005
Italie	36,2 h			12,7 %	2004
Pays-Bas	29,2 h	36,9 h	18,9 h	44,0 %	2005
Suède	36,1 h / 30,1 h			20,3 %	2004
Usa	33,8 h				2005

**Durée du travail, productivité du travail et chômage.** Au lieu de réduire la durée du travail, comme dans les années 1965-1980, les gains de productivité du travail ont conduit à un chômage très important, parfois caché en mettant plus de la moitié des chômeurs en invalidité ou en préretraite (Pays-Bas, Grande-Bretagne, Danemark ...). En France, de 1997 à 2005, la productivité du travail a augmenté de 17,22 % en sept ans, pour l'ensemble de l'activité nationale. Sans rien changer à la production de richesses du pays, le nombre d'emplois aurait pu être augmenté de 17,22 % en réduisant de 14,69 % la durée réelle du travail. En moyenne, avec des transferts d'emplois entre secteurs d'activité, le nombre d'emplois aurait augmenté de 4 284 500. Le chômage officiel aurait disparu et le chômage réel aurait beaucoup diminué.

**En conclusion.** Le discours quotidien et constamment martelé comme quoi « nous ne serions que des privilégiés à cause des 35 heures », que « l'économie en souffrirait », etc... n'est que tromperie. Il a servi et sert encore à faire pression sur les salariés pour les contraindre à travailler plus, et plus intensément (sans pour autant « gagner plus » comme le prétend Sarkozy !).

Les gouvernements successifs de droite ou de « gauche » ont accompagné, de manière autoritaire ou par la loi, le redéploiement international des grands groupes capitalistes (monopoles multinationaux). Soumis aux intérêts de ces groupes, ces gouvernements ont facilité la circulation des capitaux et des marchandises (la force de travail y compris), enrichissant quelques uns au détriment de la grande masse. Ainsi, l'augmentation de la productivité du travail (qui épuise tant la santé !) n'a pas permis de réduire le chômage et

d'empêcher la précarité de se développer, au contraire, il a servi à un élargissement de l'accumulation capitaliste.

Dans ces conditions, il est politiquement justifié que la résistance à l'exploitation se développe et que chacun s'engage et s'organise pour transformer cette situation. On ne saurait compter sur des hommes (ou femmes) providentiels, qui, quelle que soit leur bonne ou mauvaise volonté,

seront toujours amenés à se soumettre à la dictature des intérêts capitalistes.

Plus que jamais travailler moins (30 heures) pour travailler tous est la nécessité de l'heure. Dans la perspective de Travailler autrement dans une société réellement socialiste et révolutionnaire.

Un site à visiter : <http://travail-chomage.site.voila.fr>

## Poste

# GRÈVE DES CENTRES DE TRI

**L**a grève a démarré le 16 octobre en Ile-de-France, à l'appel de SUD-PTT (2e syndicat de la Poste, avec 21% des voix). Elle s'est étendue début décembre dans toute la France, touchant une cinquantaine de centres sur 110. Elle dure donc depuis plus de trois ou quatre mois suivant les centres. Les contractuels font une heure de grève par nuit, et les titulaires une nuit complète tous les vendredis.

La revendication principale porte sur le paiement des heures de nuit. La majoration actuelle est de 1,22 euros de l'heure, soit environ 15%, alors qu'elle est nettement plus élevée à Chronopost, filiale à 100% de la Poste, comme dans tous les autres secteurs de l'économie - 50% par exemple dans les transports. La revendication est de 5 euros de l'heure.

Les grévistes réclament aussi une amélioration des conditions de travail, en particulier du rythme des équipes. Il y a encore quelques années, les postiers avaient un rythme de 2 nuits sur 4, c'est-à-dire 2 nuits de travail pour 2 nuits de repos. Actuellement, c'est 5 ou 6 nuits de suite. La fatigue est importante, le turn-over aussi.

Les autres syndicats, CGT (premier syndicat, avec 55% des voix) et FO, ne sont pas dans la grève, même si, au niveau local, ils ont apporté leur soutien. Au bout de trois mois, et la grève s'étendant, ils ont commencé à parler de faire une journée d'action « avant fin janvier » (CGT) « ou le 2 février » (FO). Un préavis a été finalement déposé pour le 1er février.

La direction de la Poste a alors décidé d'avancer au 25 janvier les négociations salariales qui ont lieu habituellement entre avril et juin. Ce qui, dans un premier temps, n'a fait que renforcer la participation à la grève des centres de tri. Ces négociations salariales concernent 500 000 postiers et 100 000 contractuels. La direction a proposé une revalorisation de l'heure de nuit de... 10 centimes. Mais la perte de pouvoir d'achat depuis janvier 2000 pour l'ensemble des postiers est de 6%.

Voilà encore une lutte qui ne fera pas la une du journal télévisé de 20 heures. Elle est pourtant intéressante à plusieurs titres. Elle porte essentiellement sur les salaires, c'est une question qui est posée de plus en plus ces derniers temps dans les luttes. Elle s'attaque aussi au travail de nuit et au renforcement de l'exploitation. Elle voit une bonne participation de travailleurs qui n'ont pas la « garantie de l'emploi », à savoir les contractuels. De plus en plus, le secteur dit public subit des conditions de travail dignes du privé, sinon pires. Le projet « Facteurs d'avenir » - dont nous parlerons dans un prochain numéro - est une menace pour un autre grand secteur de la Poste, aux conditions de travail moins collectives, celui de la distribution. En un mot, ce projet consiste à créer chez les facteurs des équipes autonomes... Plus que jamais, la division entre secteur public et secteur privé apparaît comme bien artificielle.

M. Grepin

## Sans-papiers

« Nous sommes à la Bourse du travail  
Nous sommes des travailleurs  
Nous sommes donc chez nous »

# LA BOURSE DU TRAVAIL DE PARIS OCCUPEE

**D**epuis samedi 10 février, entre 100 et 150 sans papiers (du 9e collectif) et leurs familles occupent la Bourse du travail. Ils souhaitent se rendre visibles pour alerter les gens au sujet des rafles quotidiennes qui s'amplifient. Les rafles s'opèrent même au alentour des distributions alimentaires des Restos du Cœur qui deviennent de véritables souricières. En cette période préélectorale, ils dénoncent la démagogie qui consiste à traiter la question de l'immigration de façon sécuritaire. Ils ont choisi la Bourse du travail car ils considèrent « les syndicats ouvriers comme des alliés, des soutiens naturels qui leurs permettront de tisser et renforcer des liens de solidarité. Par un lien de lutte et d'échange, cette salle historique retrouve sa vocation d'origine. »

Mais le samedi 17 février les sans papiers, qui n'entravent pas le fonctionnement de cette « maison des travailleurs », ont eu la désagréable surprise d'y voir se dérouler un meeting de soutien à Sarkozy, organisé

sous couvert de la CFTC, et en présence de nombreux élus UMP. Des participants à cette réunion ont menacé de faire intervenir la police stationnée à quelques mètres. Une véritable provocation !

Lundi 19, des soutiens du collectif se sont rendus devant le QG de campagne de Sarkozy, rue d'Enghien, pour protester contre la politique du ministre de l'Intérieur. Alors qu'ils retournaient à la Bourse, plus d'une centaine de CRS les ont chargés. Même chose le lendemain, 16 manifestants ont été interpellés et l'un d'entre eux a été placé en garde à vue pendant 20 heures. Samedi, ils ont été interpellés une nouvelle fois, lors d'une visite aux sans papiers du centre de rétention de Vincennes. La porte-parole du collectif a été mise en garde à vue.

« Le candidat, en plus de vouloir supprimer le droit de grève, chercherait-il à supprimer celui de manifester? Quelle démocratie nous promet Nicolas Sarkozy s'il fait arrêter systématiquement les opposants à sa politique? »

Pour rejoindre le collectif :  
9emecollectif@no-log.org  
ou les numéros de téléphone :  
06 77 28 65 37 - 06 05 58 39 59  
06 15 95 22 07

## POUR CONSTRUIRE UN PARTI RÉVOLUTIONNAIRE



LISEZ **Partisan**



Femmes

Clichy sur Seine (92)

## Appel des femmes salariées de LIDL

Conditions de travail dégradées, heures supplémentaires non payées, droit social et syndical bafoué, dignité broyée... LIDL, ce n'est pas cher, mais à quel prix pour les salariées et la qualité des produits vendus à la clientèle !

Ce qui se passe à LIDL-Clichy n'est guère différent de ce qui se passe dans les LIDL en France et en Europe. Fin 2006, un ouvrage\* est sorti dénonçant, à l'appui de nombreux témoignages, les pratiques de LIDL Europe. LIDL c'est 7500 magasins dans 25 pays, plus de 150 000 salariées dont 90 000 en Europe.

**Qui opprime qui ?** En France (11 000 salariées dans 1 500 magasins) et en Europe, nombre de témoignages d'employés attestent du management made in LIDL. Propos vulgaires et offensants de directions, pratiques de «terreur psychologique» au travail... Non-respect des droits sociaux et syndicaux... Interdiction aux employées d'être enceintes sous peine de rupture de contrat de travail...

C'est sans aucun doute à cela, à ces pratiques patronales-là, que madame Parisot, dirigeante du MEDEF, pense quand elle propose de «faire bouger les lignes», réclamant «un peu plus de liberté et un peu plus d'air» pour le patronat. «Il faudrait que nous puissions respirer». «Nous sommes dans un carcan...». «Les excès de la fiscalité, les excès du code du travail... l'hygiène réglementaire, tout cela nous opprime et opprime» dit-elle. Avec pour objectif de s'opposer au contrat de travail, le MEDEF propose une «séparabilité à l'amiable». Plus de contrat de travail, plus de droit, plus de convention collective, plus de code du travail et plus de recours aux conseils de prud'hommes.

**Conditions de travail.** Comme partout ailleurs, dans les LIDL, le rythme de travail est effréné à cause du manque flagrant de personnel. La plupart du temps, les employées, majoritairement des femmes, ne sont pas rémunérées pour les heures supplémentaires effectuées. A LIDL Clichy, la moyenne des heures sup-

plémentaire non payées est de l'ordre de 15 heures par mois, par salariée.

Des caméras vidéo visant à surveiller les femmes salariées continuent à être installées dans les magasins. LIDL «Hard Discount», comprenez : Hard = dur, pour les salariées. Discount = réduction maximale sur les salaires.

A LIDL Clichy, la très large majorité des femmes salariées sont à temps partiel. Le manque de personnel pèse énormément sur les conditions de travail et fait craindre le pire en matière d'hygiène des produits frais ainsi que pour assurer la continuité dans la chaîne du froid (produits surgelés).

**Les salariées de LIDL témoignent.** «LIDL : salariées harcelées cherchent collègues et soutiens pour lutter»

«Nous sommes employées dans un magasin LIDL et victimes de harcèlement moral de notre chef de réseau, nous voulions faire grève pour dénoncer ces agissements mais le chef de réseau nous a fait peur... mais on veut se révolter, dénoncer. Dans d'autres magasins LIDL nous savons que des collègues subissent la même chose ! Unissons nos forces contre cette violence verbale et physique chez LIDL».

Pour :

- Gagner le droit à des emplois stables, partout et pour tous
- Gagner le SMIC à 1500 euros
- Faire respecter les libertés au travail, à commencer par celle de se syndiquer
- Gagner des droits pour s'opposer à la précarité, à la flexibilité, aux atteintes à la dignité aggravées, aux heures supplémentaires non payées...

Écrit à partir d'une déclaration de l'UL-CGT de Clichy

Tél/Fax : 01 40 87 04 40  
Courriel : ulcgt.clichy@wanadoo.fr

\* C'est à partir d'un travail d'organisation et de faction des salariées de LIDL qu'un « livre noir » a été publié par le syndicat allemand VERDI.



Partisan

IRAK

## APPEL CONTRE LA PENDAISON PROGRAMMÉE DE TROIS RÉSISTANTES

**LA COUR CRIMINELLE SUPRÊME D'IRAK A CONDAMNÉ À MORT PAR PENDAISON TROIS FEMMES, POUR COMPLIÉCITÉ DANS LE MEURTRE DE POLICIERS LIÉS À L'OCCUPATION, ET POUR PARTICIPATION À CE QUE LA COUR A CONSIDÉRÉ COMME ÉTANT DU TERRORISME.**

Selon une source provenant du Syndicat des avocats d'Irak, les trois femmes sont :

- **WACEN TALEB** (31 ans) : accusée du meurtre de cinq officiers de police avec participation à une attaque à main armée.
- **ZAINAB FADHEL** (25 ans) : accusée d'attaque contre une patrouille conjointe américano-irakienne en septembre dernier, avec son mari et son cousin, à Bagdad.
- **LIKA OMAR MUHAMMAD** (26 ans) : accusée de meurtre de fonctionnaires dans la zone verte, avec son mari et son frère.

Walid Hayali, avocat et membre du Syndicat des avocats d'Irak, a dit que la Cour a pris sa décision contre les trois femmes sans les autoriser à prendre un avocat. Il lance un appel au monde entier pour qu'une mobilisation empêche l'exécution des trois femmes et condamne la décision de la Cour. Il a souligné le fait que Liqa Omar Myhammad a donné naissance à sa fille en prison il y a quelques mois et qu'elle est encore en train de l'allaiter, tandis que Wacén Taleb a la charge d'une petite fille de trois ans. Il a expliqué que les trois femmes sont actuellement à la prison «Kazim Yeh» dans le quartier Kazimiyah de Bagdad.

## PETITE ENFANCE LE GOUVERNEMENT S'EN OCCUPE

Le plan petite enfance du gouvernement, n'est en réalité qu'un ralentissement du développement des crèches. Le gouvernement Raffarin avait renforcé l'accueil individuel par des assistantes maternelles indépendantes, le renchérissement de leur coût pour les parents et l'ouverture au privé des fonds publics d'action sociale des Caisses d'Allocation Familiale (CAF), investissement et fonctionnement au bénéfice de crèches privées à but lucratif.

Le gouvernement actuel poursuit la même politique. Il préconise de réduire les financements par les CAF des crèches dans le cadre de contrats passés avec les communes. Les crèches sont accusées de coûter trop cher compte tenu de la qualification trop élevée de leurs personnels et de l'application des 55 h. Ainsi il faudrait augmenter la participation financière des familles en relevant le tarif de l'heure facturée. Les CAF vont être sommées d'accorder de nouvelles aides financières aux gestionnaires privés et à but lucratif. Des micro-crèches seront créées sans les personnels qualifiés et dans des lieux non habilités.

But de l'opération : garde à tout prix, pas d'accueil qualifié propre à développer les potentialités et le bien être des enfants. Ainsi, les CAF ont dépensé, en 2005, 9 milliards d'euros pour l'accueil individuel et seulement 2 pour le développement et le fonctionnement des établissements d'accueil collectif.

L'Association des Maires de France a

déjà adressé un courrier au ministre afin de l'alerter sur les conséquences de sa politique de désengagement vis-à-vis des communes. Cette inquiétude est partagée par l'appel d'un collectif de professionnels de l'enfance qui dénonce une baisse significative des taux de financement des structures d'accueil et des actions de prévention et d'éveil réalisées dans les établissements.

Un lecteur

## À COMMANDER À NOTRE BOITE POSTALE



POUR L'UNITÉ DES MARXISTES-LÉNINISTES

## A PROPOS DES JCML

Notre article reprenant une déclaration de la JCML du Rhône quoique très juste, pêche en un point: La Jeunesse Communiste Marxiste-Léniniste proprement dite n'existe pas. En effet, à cause des conditions objectives de leur développement, les jeunes marxistes-léninistes ont créé des cellules locales. La création d'une jeunesse unie, même si elle est notre objectif à court terme, n'est malheureusement pas à l'ordre du jour.

Les jeunes de Lyon ne sont pas les seuls jeunes marxistes-léninistes en France. La JCML d'Albi s'est créée voilà 10 mois, la JCML de Mourenx vient de se créer et d'autres JCML sont en cours de constitution.

Nous ne voulons pas bien sûr discuter le terme ou le concept de JCML à nos camarades de Lyon. Mais nous nous devons de déclarer que la JCML n'existe pas encore et que l'article est une source d'incompréhension vis à vis des autres jeunes marxistes-léninistes. Saluts Fraternelles

Jeunes Communistes  
Marxistes-Léninistes - ALBI

## DÉBATS AUTOUR DE LA CRÉATION DU CNU COURRIER DES ÉDITIONS PROLÉTARIENNES

En préambule de l'article de Partisan (n°209 janvier 2007) consacré à la création du CNU (Comité National pour l'Unification du Mouvement Communiste en France), il est justement rappelé que l'OCML-VP n'y avait pas été invitée, mais que cette initiative est positive et que dans un esprit d'unité une lettre a été envoyée au CNU.

Contrairement à l'OCML-VP, les EP - Éditions Proletariennes - n'ont pas répondu «officiellement», ni favorablement à cette initiative. Les 2 raisons principales sont que :

- Les organisations ML se revendiquant de Mao ont été soigneusement «oubliées» - évitées - par les organisateurs/fondateurs du CNU.

- Les préambles idéologiques mis en avant par certaines organisations du CNU, excluaient de fait les apports de Mao et de la révolution chinoise au marxisme-léninisme (sous des faux prétextes «unitaires») et cachaient mal leurs conceptions dogmatiques.

C'est au nom de ces deux raisons que nous avons critiqué sur la forme et sur le fond cette initiative.

La création du CNU pose plusieurs questions, certaines ont d'ailleurs été largement discutées avec des membres du CNU sur le FML\*. Ces questions sont relatives à l'unité (quel type d'unité ?), à l'unification et à la démarche des initiateurs du CNU.

Que des organisations se revendiquant du ML se rencontrent, agissent ensemble, veulent s'unifier dans le cadre d'une structure est une bonne chose. Nous avons eu EP largement défendues (ou été à l'origine) de diverses initiatives unitaires depuis notre création en 1996, et même lorsque nous avions soutenu le meeting des ML pour le NON en 2005 (alors que nous n'avions pas été invités pour son lancement).

Aujourd'hui le lancement du CNU semble démarrer sur une mauvaise voie, nous suivrons les évolutions futures de cette structure d'un oeil attentif.

\* Forum marxiste-léniniste :  
<http://humaniterouge.alloforum.com>

Partisan sur le net

<http://vp-partisan.org>

**Du 18 janvier au 16 février, l'usine de Vitry du géant pharmaceutique Sanofi-Aventis a été le théâtre d'un mouvement de débrayage quotidien pour les salaires et l'embauche des précaires. Le dernier grand mouvement de ce type datait de 1998. Un tel mouvement offensif n'est pas fréquent dans la période. C'est aussi ce qu'a du se dire la direction du trust qui a pris directement en charge la gestion du conflit et n'a rien cédé aux grévistes. Nous avons interviewé trois grévistes, parmi lesquels un militant de VP (Claude).**

# Une grève offensive à Sanofi-Aventis

**P**ARTISAN : Au-delà des revendications, qu'est-ce qui a fait démarquer la grève ?

**LUCIEN :** C'est le décalage entre les augmentations de salaire et les profits du groupe. Pour les augmentations individuelles, cela a été la pire année. Seulement six personnes sur 50 en ont bénéficié sur mon bâtiment. Même les ouvriers les moins combattifs étaient furieux.

**CLAUDE :** Tout le monde a pu comparer avec les augmentations colossales que se sont octroyées les directeurs alors même qu'ils nous tenaient un langage d'austérité. L'arrogance du nouveau directeur a aussi énervé les ouvriers. Par exemple, il a décidé de nous supprimer les quatre heures de sortie anticipée pour les fêtes de fin d'année qu'on avait depuis 14 ans.

**LUCIEN :** Et puis ils ont cherché à nous mettre dans une ambiance de restructuration. Par exemple, peu de temps avant la grève, le responsable du secteur Biochimie a parlé d'enlever une personne par équipe. En plus, ils ont avancé ça de manière maladroite et hypocrite. Ils ont fait croire que la production d'un des deux antibiotiques avait baissé alors que c'était faux.

**JEFF :** Dans certains ateliers, c'était la recrudescence de précaires qui a donné envie de bouger. En fait, la direction a attaqué sur plusieurs niveaux. Les salaires, le développement des précaires, les statuts. Elle a cherché à tout faire à la fois.

qui donne les autorisations d'importation) et pour le déplacement à la Bourse. En 2002, pendant la grève de 9 semaines de mon bâtiment, tout le monde restait, mais on était particulièrement motivé.

**CLAUDE :** Un motif pour faire grève est d'avoir du temps de libre pour soi. Pour faire ses courses chez Carrefour par exemple. Le problème, c'est qu'on peut difficilement changer en cours de mouvement la forme du débrayage. Les plus fragiles en auraient profité pour arrêter.

**JEFF :** La grève « Carrefour » a été théorisée. Il y a les grévistes actifs et les grévistes passifs. Et ces derniers trouvent normal de déléguer. « J'espère qu'il y aura du monde à la Bourse » m'a dit un gars qui n'avait pas l'intention d'y aller. J'ai trouvé ça fort. Ou bien au retour d'AG, des gars qui auraient du venir me demandaient des informations. Cela m'énerve tellement que des fois, je ne les donnais pas.

**LUCIEN :** On est sorti quatre fois. Deux fois pour occuper le siège. Une fois pour manifester dans l'usine de Maison Alfort, et une fois devant la Bourse à Paris. A chaque fois cela a boosté les grévistes, relancé les hésitants. Mais, on n'y était pas tous.

**CLAUDE :** On a été seulement 40 à manifester sur le site de Maison Alfort, et l'AG qui a suivi était peu nombreuse. Les militants de l'intersyndicale ont beaucoup débattu de ça. On a proposé des activités, par exemple de manger tous ensemble au

même moment à la cantine. Ça a marché. L'implication des grévistes a augmenté. Mais pas de tous.

**Comment avez-vous perçu le groupe dirigeant de la grève ?**

**LUCIEN :** Bien. On a perçu une bonne ambiance entre les trois syndicats. Une chose m'a gêné cependant. Certains, qui s'impliquaient peu dans la gestion de la grève, se posaient en porte-parole au moment des rencontres avec les directions.

**CLAUDE :** On se voyait longuement, en intersyndicale (CGT, SUD et SD), avant les AG. Cela a été décisif pour éliminer les frictions d'avant le mouvement. La dynamique de la lutte a fait le reste. Les réunions étaient ouvertes à tous les grévistes qui voulaient s'y joindre. Chaque syndicat prenait en charge l'AG, à tour de rôle, au nom de l'intersyndicale. A l'exception de la question de la reprise du travail, nous n'avons pas eu de grosses contradictions.

**JEFF :** Quand même, on a vu peu de délégués de la CGT actifs dans la grève. Alors que nous sommes les plus gros syndicat.

**CLAUDE :** Cela dépendait des moments. La fermeté de la direction a poussé les militants les plus radicaux à la direction de la grève. Par exemple, certains délégués ont voulu mettre des revendications spécifiques au site et aux ateliers. Ils auraient voulu entrer dans un cycle de négociation sur des petites choses, à la faveur de la grève. Leur orientation n'est pas passée.

**Pensez-vous que les tracts de VP ont apporté quelque chose ?**

**JEFF :** Pas pour le tract sur le droit de grève. On n'était pas concerné par les réquisitions. Par contre, j'ai eu des discussions avec des gars sur le contenu du tract sur la politique.

**LUCIEN :** Les tracts ont eu un impact. Ils ont été lus. Ils étaient bien faits. J'ai pu remarquer que leur contenu était passé en écoutant des discussions sur le service minimum et les objectifs anti-grèves de Sarkozy:



Occupation du siège Sanofi-Aventis à Paris

**CLAUDE :** J'ai l'impression que les aspects informatifs des deux tracts sont passés. Sur les liens entre la direction de Sanofi et le sommet de l'Etat en particulier. Par contre les objectifs politiques des tracts ne sont pas passés. Le premier visait à accompagner une offensive pour défendre le droit de grève sur le site. Je l'ai proposé en AG sans être suivi. Le deuxième invitait à regarder la grève comme une action politique et sur ce point, plusieurs grévistes m'ont exprimé leur désaccord.

**LUCIEN :** La politique ça fait peur. C'est dur de faire comprendre au salariés que leur entreprise fait partie d'un système social et que tout ce qu'on fait est politique.

**Vivez-vous comme un échec le fait de n'avoir rien obtenu ?**

**LUCIEN :** Pour ma part non. Rien de concret mais on s'est fait respecter. Ils savent maintenant ce qu'on est capable de faire. Et puis, même si on n'obtient rien, c'est bien de se confronter de temps en temps à la direction.

**JEFF :** Le mépris des dirigeants a joué comme un électrochoc auprès de certains. C'est positif en terme de compréhension, mais pour moi il y a échec. Un intérimaire a vu son contrat se terminer pendant la grève sans qu'on puisse rien faire. La fin de grève en ordre dispersé a été un échec. Il me semble aussi qu'il y a un ressentiment parmi les grévistes sur la bousculade qui a eu lieu au siège.

**CLAUDE :** Un petit groupe a cherché à forcer le passage vers la cantine lors de la deuxième occupation du site. Sur cet événement, je n'ai pas vu de réactions négatives dans les ateliers.

**LUCIEN :** Moi non plus, mais c'est sûr que c'était une erreur. On était peu nombreux et divisés sur l'attitude à avoir. Mais on leur a fait peur. Ils ont senti notre détermination. Ils en ont annulé la visite de la FDA.

**CLAUDE :** La direction a eu un double discours sur cet événement. D'une part, une note pour dire que c'était des événements d'une gravité sans précédent. D'autre part, ils ont expliqué à leur encadrement qu'il ne s'était pas passé grand chose et que surtout il ne fallait pas provoquer les grévistes.

Pour en revenir au bilan, c'est pas un succès, c'est pas un échec. On mesurera l'effet de la grève au nombre d'engagements syndicaux et politiques d'après grève. Ce que je défends en

atelier c'est que notre mois de lutte va conditionner toutes les relations à venir, aussi bien vis à vis de l'encadrement des services, de la direction de l'usine, que de la direction du groupe. Positif ou négatif, c'est trop tôt pour le dire. Est-ce qu'on va réussir à décrocher l'embauche des précaires ? Il y a six ateliers qui en ont. Si on arrive à construire des mobilisations et à gagner, on pourra voir la grève comme positive.

**LUCIEN :** La grève s'est arrêtée, mais elle peut reprendre dans certains ateliers. Certains ouvriers sont vraiment en colère. Ils en veulent même, d'ailleurs, à ceux qui ont repris avant.

**CLAUDE :** Sur ce point-là, la façon dont le mouvement s'est terminé ne m'a pas plu. Il y a eu un progrès de la part de certains grévistes pour s'impliquer dans les AG et les actions.

Mais des grévistes se sont mis à reprendre le travail sans en avertir l'AG. Le 13 février, nous pouvions encore décider de reprendre ensemble et de montrer une force. Les militants se sont divisés. Certains ont suivi les plus énarvés et ont emporté la continuation pour quelques jours. Trois jours plus tard, on n'a pu que constater l'ampleur des reprises. On a raté une occasion de montrer la force du groupe en faisant un choix réfléchi.

**Comment envisagez-vous l'après-grève ?**

**CLAUDE :** On a fait perdre beaucoup de production à Sanofi et la direction du trust ne peut pas maintenir une fermeté méprisante comme elle faisait. Déjà elle a renoncé à ses attaques sur la complémentaire santé pour les conjoints et les retraités. C'est un premier résultat de la lutte. Inouïe bien sûr. Elle va probablement chercher maintenant à solidifier des relations avec des dirigeants syndicaux. Ceux qu'elle percevait comme raisonnables et qui ont l'oreille des travailleurs.

Certains syndicats vont s'appuyer sur la grève pour se poser en partenaire incontournable avec la direction du groupe. Mais les raisons de lutter sont toujours là. De nous battre pour que les précaires qui bossent à nos côtés ne rejoignent pas l'ANPE en fin de contrat. Il faut trouver des formes de lutte prolongée. La guerre de position n'a pas marché. On va essayer la guérilla.

**LUCIEN :** Comme on a rien obtenu, il y a de la tension dans les ateliers. C'est explosif. Si un atelier de l'usine bouge pour l'embauche de ses intérimaires, je crois que d'autres suivront.

**Que pensez-vous de la grève à la maison, du manque de grévistes dans les actions et les AG, et comment cela a évolué ?**

**LUCIEN :** Les AG se faisaient à 19h30 pour être à cheval sur deux équipes. Si tu débryèves à 10h, en fin de quart, il faut être motivé pour rester jusqu'à l'AG. Il aurait fallu débrayer en milieu de quart comme cela s'est fait en fin de grève, pour le passage de la FDA (La Food and Drug Administration, l'organisme US



Manif à Maison-Alfort

**Notre organisation est intervenue à deux occasions par tracts. L'un sur la mise en cause du droit de grève, l'autre sur la politique et les liens entre Sanofi et l'Etat. Les deux tracts sont sur le site : [www.vp-partisan.org](http://www.vp-partisan.org). Voici des extraits du deuxième tract :**

## SI TU NE T'OCCUPES PAS DE POLITIQUE, LES POLITICIENS S'OCCUPERONT DE TOI !

Une grève, c'est lutter pour des revendications et le rapport de force se construit en arrêtant la production. Mais dans cette bataille, la direction mène aussi des combats d'idées. Elle cherche à semer le doute dans la tête des grévistes quant à la légitimité de leur lutte. Elle tente d'isoler les grévistes les plus actifs et fait tout pour empêcher que la grève soit populaire auprès des non-grévistes !

Le discours de la direction, relayé avec plus ou moins de conviction par ses cadres, attaque sur plusieurs thèmes : parmi eux, l'accusation que la grève est « politique », que les grévistes sont manipulés (...)

**Les appuis politiques de Sanofi pour son OPA.** Il suffit de faire un petit retour en arrière sur la prise de contrôle d'Aventis par Sanofi. Les liens personnels de Dehecq avec

Chirac et Sarkozy lui ont bien servi dans cette bataille financière. Le gouvernement d'alors (le même, à peu de chose près, que maintenant), a appuyé à fond l'opération, et cet appui a été décisif. En montrant les dents, il a empêché qu'un autre groupe vienne « au secours » du staff franco-allemand de Francfort - les journaux patronaux ont parlé à l'époque du suisse Novartis. Les moyens de rétorsion étaient simples : le prix des médicaments est décidé en concertation avec l'Etat, qui peut donc décider de les augmenter ou de les baisser, bref, de faire varier les profits. Novartis aurait trop eu à y perdre d'avaloir le groupe sans la bénédiction de l'Etat français. (...)

**Sanofi et les politiques : les mêmes intérêts.** Aventis, et aujourd'hui Sanofi, ont besoin des liens avec l'Etat pour pouvoir

pillier tranquillement la recherche publique (Cf. le Taxotère). Ils ont ensuite besoin de l'Etat pour négocier le prix des médicaments (voir le prix du même Taxotère payé par les malades). Ils en ont besoin enfin, pour les soutenir dans leur croissance en avalant d'autres groupes. Et les politiques de droite comme de gauche sont d'accord avec ça. Ils sont non seulement solidaires de cette bataille pour la grandeur des entreprises françaises, mais leurs partis ont aussi besoin d'argent et ils trouvent dans ces alliances les moyens d'y parvenir. Le financement public, censé supprimer les finances occultes n'y parvenait que partiellement. (...)

PARTISAN SUR LE NET → <http://vp-partisan.org>

# CRISE DANS L'AUTOMOBILE ?

## De quoi s'agit-il ?

**Constat unanime dans la presse : 2006 aura été une «année noire» pour l'industrie automobile. Baisse des ventes, recul de Renault, de PSA sur les marchés européens. Ford, VW, PSA et les équipementiers développent le chômage technique, la flexibilisation, le chantage à la fermeture, pression sur les salaires, suppression des primes. Certains constructeurs licencient, réduisent le personnel... Mais peut-on alors parler de crise, d'autant qu'ils annoncent des bénéfices ?**

C'est la faute aux marchés, nous dit la presse. Etrange argument de la part de ceux pour qui l'économie de marché serait le meilleur des mondes possibles. Les marchés seraient saturés au niveau européen ? Il est vrai, la marchandise «voiture» a de plus en plus de mal à se vendre. Il y aurait surproduction de véhicules par rapport aux possibilités de consommation. Mais d'où vient cette surproduction ?

**FAUTE À LA CONCURRENCE ?** Les concurrents repassent à l'offensive, lit-on dans la presse. C'est logique dans une économie de marché : chaque concurrent souhaite vendre plus et c'est la guerre économique. Guerre tout d'abord contre le travailleur qui produit le véhicule. Le capitaliste doit abaisser les coûts pour conquérir des marchés. Il diminue alors les salaires directs et indirects et augmente les cadences, la productivité du travail – plus de véhicules avec moins de travailleurs. Dans cette guerre économique, chaque concurrent fait la même chose pour augmenter son profit, et rapidement la «crise» réapparaît. Et, à nouveau, la surproduction de véhicules, et cela d'autant plus vite que les salaires auront diminué.

**AU CŒUR DE LA CRISE.** Derrière la surproduction se cache une autre difficulté pour les capitalistes. Ils n'investissent que pour augmenter leur capital, les actionnaires l'exigent sinon ils iront voir ailleurs si c'est plus rentable. Et, à nouveau, la surproduction de véhicules, et cela d'autant plus vite que la masse des profits ne cesse d'augmenter. Aujourd'hui, plusieurs constructeurs auto, notamment PSA, annoncent une baisse de rentabilité : ils font toujours des profits mais leur rentabilité diminue.

Malgré tout, les capitalistes annoncent des quantités de profits faramineux, «la Bourse se porte bien.» Ils s'enrichissent de l'exploitation du travail par l'augmentation des cadences, par la baisse des salaires et revenus, par la précarité,...

**QUELLE REPRISE ? QUELLE RELANCE ?** Chaque constructeur auto veut augmenter ses ventes en Europe et dans le monde. Pour les analystes de la banque Goldman Sachs, «accroître la part de marché en Europe de l'Ouest sera difficile.»

Et pour cause ! 1- Le pouvoir d'achat diminue pour la grande masse de la population. Comment pourrait-elle consommer plus ? 2- Tous les concu-

rents ont les mêmes projets d'augmentation de leur vente. 3- Augmenter les ventes n'est pas leur but final, mais c'est celui des profits. Pour cela, il faut autre chose, nous l'avons montré plus haut, qu'un marché en expansion : il faut un «taux de rentabilité plus élevé». Donc accroître la productivité : faire plus de valeur marchande avec moins de travailleurs...

Tel est le secret de la reprise pour les capitalistes.

**QUELLE REPRISE À PSA ?** Le groupe avait déjà en 2006 lancé un plan d'action pour «accroître son efficacité», prévoyant des réductions de coûts, avec un gel des embauches en Europe. On se souvient des 10 000 emplois à supprimer.

En 2007, pour le nouveau PDG, Streiff, il y a aujourd'hui l'équivalent «d'une usine

en trop». Et il faudrait «faire une économie de 600 millions d'euros». L'un de ses objectifs est de ramener le taux d'utilisation des capacités des usines européennes à 110% dans les trois ans. Après ce que nous venons de dire, devinez qui va payer la note : le Capital ou le Travail ? Streiff, en tant que représentant du Capital, a une réponse, il dévoilera son plan en mai.

Et les travailleurs ne devraient-ils pas construire leur plan de lutte qui ne peut être qu'international ? Un plan qui doit s'appuyer sur une bonne compréhension de l'économie-politique capitaliste rejetant les discours patronaux et les fausses solutions réformistes.

C'est construire un plan de lutte défendant les seuls intérêts des travailleurs.

SM

## LES CONDITIONS DE TRAVAIL EMPIRENT

La pénibilité des tâches aurait diminué (selon plusieurs enquêtes)... Sauf pour les ouvriers et les employés, ce n'est pas rien : ils sont la majorité ! De plus en plus déclarent porter des charges lourdes (64 % des ouvriers non-qualifiés en 2005 contre 60 % en 1998), subir des secousses ou des vibrations (29 % contre 22,6 %), être exposés à un bruit intense (40 % contre 37 %), faire des mouvements douloureux (69 % contre 61,6 %), etc. Une évolution (il faut entendre par-là une détérioration des conditions de travail en bas de

l'échelle et une amélioration significative en haut) qui laisse présager, là aussi, une augmentation des inégalités face aux conditions de travail.

Enfin, il faut noter que les horaires atypiques (travail de nuit, en 2x8, le dimanche) se sont répandus, et ce dans toutes les catégories socioprofessionnelles, pour devenir des formes de travail de plus en plus habituelles, et de moins en moins occasionnelles comme cela était davantage le cas en 1998.

7 % des salariés travaillaient habituellement de nuit en 2005 contre 4 % en 1998.

## L'UTOPIE RÉFORMISTE

Quand les «réformistes», comme Marie-Georges Buffet, disent que la seule rentabilité financière «affaiblit les capacités d'investissement dans l'innovation...», ils ont en apparence raison. C'est pour être plus performant que le capitaliste «innove», crée de nouveaux modèles. Encore faut-il que les nouveaux produits se vendent et soient «rentables». Cela, il ne faut jamais l'oublier ! L'apparence est souvent trompeuse car, s'ils ne sont pas rentables, l'économie de marché poussera le capitaliste à aller voir ailleurs, dans d'autres branches, dans d'autres lieux. Donc, dans le cadre de l'économie capitaliste, il n'y a pas de solutions réformistes : soit tu acceptes ces lois de développement, soit tu tombes dans une utopique gestion sociale du capitalisme. Et c'est l'échec assuré !

Et c'est pourtant cela que nous propose la «réformiste» Buffet : il faudrait, selon elle, «donner de nouveaux droits d'interventions des salariés et des élus dans la gestion des entreprises». Deux évolutions seraient alors possibles : salariés et élus sont impuissants face aux décisions patronales — c'est ce que vivent actuellement les délégués des Comités d'Entreprise. Soit ils deviennent de serviles co-gestionnaires des intérêts patronaux.

**L'ÉTAT PEUT-IL ÊTRE SOCIAL ?** Il faudrait «contrôler l'utilisation des aides publiques... ; ce n'est pas aux actionnaires de décider... », nous dit MG Buffet et bien d'autres à «gauche». Et qui, comment, pourrait-on «contrôler» ces aides aux capitalistes fournies par l'Etat central ? L'Etat lui-même, ses appareils régionaux, municipaux ? Et comment ? Par des lois ? Mais n'a-t-on pas vu que l'Etat échappe aux «citoyens» ? Que les hauts fonctionnaires qui le gèrent sont souvent issus des grandes familles bourgeoises ou liés à elles par de multiples liens financiers ? Que le parlement est quasiment une chambre d'enregistrement, un moulin à parole qui ne décide rien ?

Villepin vient d'annoncer une aide de 400 millions d'euros à l'automobile, qu'en dit la «gauche» ? Elle n'est pas contre, elle a fait et referait la même chose. Toutefois, elle dit

## CANADA GOODYEAR «REDUIT LES COÛTS ÉLEVÉS»

La direction de la Goodyear Tire & Rubber vient d'annoncer qu'elle cessait la production de pneus. Mille travailleurs sont concernés. Goodyear est le troisième fabricant mondial, derrière Michelin et Bridgestone. Une centaine d'établissements dans plus de 29 pays à travers le monde qui emploie 80 000 personnes. L'entreprise affiche des profits se chiffant à plus de 228 millions de dollars. Dans son communiqué, Goodyear explique que la décision de fermer l'usine de Valleyfield «s'inscrit dans la stratégie globale de la compagnie de réduire les coûts élevés de sa production manufacturière».

Il y a quelques années on annonçait un «méga-plan de relance» pour la Goodyear, à condition que les travailleurs et travailleuses acceptent de signer un contrat à long terme qui comportait d'importantes concessions et qui était supposé «garantir leurs jobs». On voit bien, maintenant, ce que tout ce beau plan a donné...

qu'il faut «redistribuer les profits», «répartir différemment les richesses». Cela part d'un bon sentiment, comme quoi la richesse est le résultat du travail collectif. Mais le capitalisme, lui, possède la propriété des entreprises, des grands commerces, des grandes propriétés. La propriété est garantie par les lois de l'Etat. Alors ? Pour qu'on puisse répartir les richesses selon le travail de chacun encore, faut-il que la propriété soit sociale (ou collective), et protégée par un Etat collectiviste... Tout le reste n'est que «bon sentiment» ! SM

\* On notera que les aides fournies par l'Etat en 2006 sont montées à 66 milliards d'euros. Soit, à raison d'environ 20 millions d'actifs : 5300 euros par travailleurs. Ou l'équivalent de 5 SMIC pour l'année 2006.

## STRASBOURG GENERAL MOTORS ECHEC A L'AUGMENTATION DE PRODUCTIVITE

En janvier, les salariés des chaînes de production à Strasbourg étaient en grève. Le mouvement était suivi à 90%. Alors que les travailleurs demandaient 100 euros net d'augmentation, la direction proposait des augmentations ridicules. Et remettait en cause l'accord sur les RTT pour imposer une annualisation des RTT, c'est-à-dire une nouvelle flexibilité. Comme l'expliquait un représentant de la CGT cette lutte est révélatrice du malaise existant dans toutes les entreprises de la métallurgie. La stagnation des salaires, les pressions à la productivité et la chute des effectifs ont généré, au fil du temps, un grand mécontentement chez les salariés du secteur. GM Strasbourg, par exemple, comptait 2100 salariés en 2000, et n'en compte plus que 1500 aujourd'hui, pour un même volume de production. Finalement, après une semaine de grève et le blocage de la production pendant deux jours, les salariés ont obtenu une augmentation de 75 euros brut au 1er juin 2007 et l'étalement du non-paiement des heures de grève. Quant au projet d'annualisation des RTT, il a, pour l'instant, été mis de côté par la direction.

## BRUXELLES VOLKSWAGEN AUGMENTE LE TEMPS DE TRAVAIL

25 000 personnes dans la rue à Bruxelles le 2 décembre contre la fermeture annoncée de l'usine VW. 4000 suppressions d'emplois, sans compter les sous-traitants. Ce sont des milliers de familles qui risquent d'être renvoyées dans l'angoisse du chômage, de la précarité, de l'incertitude du lendemain. L'usine s'était mise en grève à partir du 17 novembre contre la fermeture de l'entreprise. Ce projet de fermeture est un pas de plus dans la nouvelle vague de restructurations qui commence au niveau mondial dans l'automobile. La direction de VW veut fermer l'usine de Forest à Bruxelles pour fabriquer la Golf en Allemagne, et augmenter la durée du travail de 29h à 35h sans un centime de plus ! Perdants les ouvriers belges, perdants les ouvriers allemands !

**N**on seulement le gouvernement français étouffe les débats sur les OGM et réprime les opposants, mais il fait de grands pas pour la ouvrir la porte à ces «organismes génétiquement modifiés». Rappelons quand même que Dominique Voynet a levé en 1997 les réserves qu'avait mises Corinne Lepage sur la culture de trois maïs transgéniques de Novartis. En 1998, Jospin, cédant aux pressions d'Al Gore, l'autorisait pour 12 nouvelles variétés d'origine américaine (simple traduction d'un rapport de force entre les capitaux !). En novembre 2004, une directive européenne est adaptée au droit français : tout ce qui est transgénique est brevetable. Plus on est riche et magouilleur, plus on pourra gagner de l'argent ! Et c'est partout pareil.

**Deux exemples.** En 2001, le gouvernement français a inventé la «cotisation volontaire obligatoire». Rien que le nom est une trouvaille ! Le contenu : on paie une taxe à celui qui a créé la semence, qu'on lui achète ou qu'on la resème ! Ce qui a démarré pour le blé tendre a bien sûr été étendu à d'autres céréales après, faudrait pas se gêner... Le but est de procurer de l'argent aux multinationales de la semence, même en cas d'auto-renouvellement (garder une partie de la récolte par l'année suivante). A terme, c'est de rendre non-rentable l'auto-renouvellement et en offrir le monopole à ces multinationales.

Un exemple sur la pêche, où est défendu la même logique de concentration : les gros chalutiers (15% des effectifs) ont reçu 99,60% des aides en Languedoc-Roussillon. Les 85% autres, qu'ils crévent de cette concurrence déloyale exacerbée !

**Et la répression.** Un autre aspect pas vraiment neutre sur le type de société qui se construit : puisqu'on privilégie les riches et les puissants, il faut aussi assurer la police qui combat les contrevenants et assurent le pouvoir des possédants. Une police génétique, chargée de repérer et dénoncer les dépassements de ligne. Aux Etats-Unis, ce sont directement des détectives de Monsanto qui débloquent les «pirates» (ils n'ont pas encore appelé terroristes, les agriculteurs récalcitrants, mais on y vient sûrement...) et Monsanto met à disposition une ligne téléphonique gratuite pour les délations.

En Europe, l'Etat au service des monopoles a plus de poids, la police sera peut-être étatique ! On voit bien à travers la répression policière et pénale des anti-OGM comment on essaie d'empêcher de vivre toute opposition. De nombreux procès sont engagés.

200 000 euros sont réclamés par Monsanto à la Confédération paysanne. La multinationale a déjà fait saisir deux fois les comptes bancaires.

**Verts parce que rouges.** Qu'est-ce qui nous distingue des courants écologues - petits paysans. Attac (les principaux qui ont le mérite de lutter contre les OGM) ? Nous n'avons pas d'illusions sur le progrès, sur la petite agriculture, et sur l'Etat. Nous croyons qu'il n'y a de solution que globale : le communisme.

1. Nous sommes pour le progrès scientifique et technique, mais pour un progrès réel, qui réponde aux besoins de l'humanité. Or toutes la science et la technique actuelles ne sont mises en oeuvre que parce qu'elles servent le capitalisme. Il n'y

Un premier article (n° 109, janvier 2007) a décrit les problèmes posés par les OGM. Problème «technique» et «sociétal» d'abord : peut-on franchir la barrière des espèces - mettre un gène de poisson dans les fraisières pour qu'ils résistent au gel, par exemple, - sans une étude sérieuse sur les conséquences pour la nature et pour l'homme ? Problème économique et politique surtout : les firmes qui dominent le marché des OGM, Monsanto, Novartis, Aventis, Astra-Zeneca, Du Pont, considèrent ce

**Capitalisme et OGM (2)**  
«principe de précaution» comme une entrave puisque leur objectif, c'est le profit maximum et le renforcement de leur domination sur l'agriculture et l'agro-alimentaire. Alors, que faire ? D'abord, voter à gauche ?

## Que faire face aux OGM ?



figuration visant à répondre aux besoins des hommes, pas à ceux du Capital. Nous ne sommes pas pour le maintien d'une petite agriculture familiale, nous sommes contre sa destruction par la dictature de l'industrie et de la finance capitalistes, et pour son dépassement par une coopération libre entre producteurs.

3. Nous ne dénonçons pas une « démission du politique » en matière d'économie, car l'Etat actuel est tout-à-fait actif dans son rôle de gestion des affaires générales des capitalistes, en matière d'OGM comme dans tous les autres domaines.

**Quels axes politiques ?** Dénonciation de la mainmise grandissante des multinationales sur l'agriculture, en particulier par le biais du brevetage du vivant (même position que pour les médicaments).

Participation au combat pour l'interdiction des OGM, et dénonciation des conditions dangereuses dans lesquelles ils sont déjà utilisés.

Participation à la lutte des petits producteurs (non-employeurs de main-d'œuvre) contre leur destruction, contre la mainmise des monopoles en général, et pour une coopération libre.

Solidarité avec les victimes de la répression. Propagande pour nous unifier sur une alternative globale : le communisme !

René Frankel

•••••  
**LES OGM : UN DANGER POUR NOTRE SANTÉ**  
**UNE VIDEO À VOIR SUR VP-PARTISAN.ORG**  
•••••

## Logement étudiant

Article 1 : Deux ans fermes d'exclusion de l'Université de Paris-X Nanterre (...). Article 2 : La présente décision est exécutoire immédiatement nonobstant appel (...).

La terminologie juridique du conseil de discipline de l'université de Nanterre du 11 janvier 2006, souligne la gravité de la sanction prononcée à l'encontre de la syndicaliste étudiante Naïma Boubakri. S'il n'est pas sciemment brisé, son avenir est pour le moins assombri. A l'heure où d'aucuns invoquent les vertus de «l'ascenseur social» et de «l'égalité des chances», faudrait-il croire que deux ans d'exclusion ont le même poids que celui qui soit l'origine sociale ? Pour Naïma, qui oserait croire qu'il ne s'agit pas là d'une assignation à renoncer à toute poursuite d'études et par-là même, à tout espoir de promotion sociale ?

de même, il n'y a pas de technique alternative. Toute technique «écologique» délaissée un temps par les capitalistes (éoliennes, bio...) sera adoptée sans hésitation si elle permet de faire des profits.

2. Nous sommes pour une planification mondiale de l'agriculture, mais une planification universitaire de Nanterre, elle défend bec et ongles le droit au logement des étudiants ; déléguée à la Coordination Nationale lors du mouvement anti-CPE, militante infatigable de l'égalité des droits... Dans le cadre de ces activités militantes, elle a eu maintes fois l'occasion d'entrer en conflit avec la direction de l'université et celle du CROUS (Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires) de Versailles ; instances qui l'ont poursuivie. La sanction qui la touche personnellement est censée n'avoir aucun lien avec son engagement syndical au sein de l'AGEN (Association Générale des Etudiants de Nanterre), syndicat stigmatisé comme trop véhément par les instances universitaires...

Autant qu'un destin condamné c'est la liberté syndicale qui est menacée, ouvrant

une brèche vers d'autres débordements de même nature. A travers ce cas symptomatique, comment ne pas s'inquiéter de la multiplication des procédures disciplinaires et de la criminalisation de toute action militante affirmée ? C'est pourquoi, nous, signataires de cet appel, nous revendiquons la réintégration de Naïma.

## ET ATTAC ?

**A**ttac n'est pas contre les OGM, mais pour des OGM débarrassés de 20 ans d'emprise néo-libérale. Attac ne voit donc pas toute la profondeur du danger ! Voici la conclusion du livre d'Attac, *Les OGM en guerre contre la société* : «Les OGM de seconde et troisième génération, qui devaient permettre une véritable amélioration qualitative des végétaux ou de leurs produits dérivés, en sont toujours au stade expérimental, et ne franchiront sans doute jamais cette étape, faute d'être suffisamment rentables pour leurs promoteurs. Alors, pour prendre à contre-pied ce discours qui tente de justifier la supercherie des plantes transgéniques en promettant toujours mieux pour demain, pourquoi ne pas se mobiliser dès à présent pour des OGM de quatrième génération : des constructions génétiques non brevetables, développées et évaluées par une recherche publique indépendante, dont l'innocuité serait garantie et l'utilité pour les populations démontrée ? Et qui, bien sûr, seraient produits en milieu strictement confiné. Nous devons souhaiter de tout cœur que ce type d'OGM puisse voir le jour, car cela signifierait que notre société aurait entre-temps réussi à échapper à l'emprise néolibérale qu'elle subit depuis plus de vingt ans.»

## VERTS PARCE QUE ROUGES

Ce n'est nullement le progrès, en tant que tel, qui est en cause, mais bien les règles du marché, la loi du profit et la concurrence capitaliste.

Le problème n'est pas qu'on touche à la nature, qu'il faudrait en quelque sorte «préserver». L'homme ne s'est-il pas détaché de l'animal précisément en transformant la nature ? La question, c'est que la transformation inévitable de la nature doit être au service des êtres humains, actuels et futurs, et non pas au service de l'accumulation du capital. Seul le bouleversement des règles du jeu économique peut permettre le développement à long terme d'une conception durable, économique, anti-gaspillages, renouvelable... de l'utilisation des ressources de la planète. (...) Ce que nous contestons, ce ne sont pas seulement les conséquences et les risques de l'industrie. C'est là qu'en restent les écologistes. Ce que nous récusons, nous, c'est un mode d'accumulation du capital symptomatique de l'époque de l'impérialisme. Et c'est là le sens que nous donnons à notre participation à ce combat...

Extrait de la Plate-forme de Voie Proletarienne, cahier n° 5, page 25. L'intégralité de notre Plate-forme à notre BP pour 4 euros

## RÉINTÉGRATION DE NAÏMA BOUBAKRI !

**Signez la pétition pour la réintégration de Naïma.**

Par courrier à nos adresses postale ou courriel. Ou aux adresses de l'AGEN (Association Générale des Etudiants de Nanterre) Local F307 200 avenue de la République, 92000 Nanterre email : agenparis10@hotmail.com



Palestine

Du nord au sud, de l'est à l'ouest, les peuples sont soumis à des degrés divers et selon le contexte à des formes de domination qui peuvent déboucher sur des diverses souffrances d'ampleur inégale, mais aussi sur des résistances. Cependant, toutes ces luttes n'ont pas le même écho médiatique au niveau mondial. Sur le plan de la médiatisation, il est évident que le «conflit du Proche-Orient» occupe la plus grande place sur la scène de l'actualité. Le cœur de ce dit conflit est, bien entendu, la lutte du peuple palestinien contre l'oppression de l'Etat sioniste israélien. L'Etat sioniste et lobby pro-israélien dans le monde se sont saisis de ce statut médiatique particulier pour tenter de discréditer la lutte légitime du peuple palestinien en l'opposant à celle tout aussi légitime d'autres peuples.

## Suspensions vis à vis de l'audience médiatique de la cause palestinienne ?

Ainsi l'ancien ambassadeur d'Israël en France et professeur à l'Université de Tel-Aviv Elie BARNAVI, dans le journal *La Libre Belgique* mis en ligne le 10/08/2006, soutient que «le sort des Palestiniens n'est pas enviable» (celui des Israéliens non plus, soit dit en passant). Mais de la Tchétchénie à la Macédoine en passant par le Timor-Oriental et le Soudan, des conflits autrement sanglants ne bénéficient guère des honneurs de la Conférence mondiale [de Durban en Afrique du Sud] contre ceci, cela et le reste - toutes guerres, pourtant, dont les fleurs vénéreuses fleurissent en toute impunité internationale. La tentative de singulariser Israël, dans cette arène internationale comme dans tant d'autres, constitue un scandale moral. »

**DÉLÉGITIMER LA LUTTE DU PEUPLE PALESTINIEN ?** Dans *Le Figaro* du 8 août 2006, Glucksmann poursuit sur la même lancée: «Pourquoi les deux cent mille massacrés du Dajfour ne susciteront-ils pas le quart de la moitié des réactions horrifiées qu'éveillent les victimes deux cents fois moins nombreuses du Liban ? Lorsque des musulmans tuent d'autres musulmans, faut-il croire que cela ne compte pas, ni pour les autorités coraniques ni pour la mauvaise conscience occidentale ? L'explication est boiteuse, car lorsque l'armée russe, chrétienne et bénie par les papes, rase la capitale des musulmans tchétchènes (Grozny, 400 000 habitants) et tue les enfants par dizaines de milliers, cela ne compte pas davantage. Le Conseil de sécurité ne tient pas alors réunion sur réunion, et l'Organisation des États islamiques détourne pieusement les yeux. Force est de conclure que seul le musulman tué par des Israéliens vaut indignation universelle.»

**REFUTER LES PROPOS PRO-ISRAÉLIENS.** Cette singularité médiatique de la lutte du peuple palestinien a été déjà expliquée d'une manière magistrale et sarcastique par l'éminent poète palestinien Mahmoud Darwish en ces termes : «Savez-vous pourquoi nous sommes célèbres, nous autres Palestiniens ? Parce que vous êtes notre ennemi. L'intérêt pour la question palestinienne a découlé de l'intérêt porté à la question juive [...]. Si nous étions en guerre avec le Pakistan, personne n'aurait entendu parler de moi [...]. Vous nous avez donné la défaite, la faiblesse et la renommée.» (1) Autrement dit, c'est la position d'avant-poste de l'Occident impérialiste, dans cette région névralgique et stratégique, de l'opresseur israélien qui confère une audien-

ce sans équivalent à la cause palestinienne. Les positions actuelles du lobby idéologique pro-israélien est un aveu de l'échec des tentatives antérieures pour nier l'existence du peuple palestinien ou escamoter une partie de son histoire. Rappelons que dans les années 1970, l'ancienne Première-Ministre Golda Meir niait la réalité même de l'existence du peuple palestinien. Elle ne faisait qu'appliquer le slogan sioniste : «Une terre sans peuple pour un peuple sans terre». Quand cette négation du peuple palestinien devenait insoutenable, la propagande sioniste affirmait que l'exode massif des Palestiniens en 1948 avait eu lieu en réponse à l'appel des radios des régimes et autorités arabes. Grâce aux «nouveaux-historiens» israéliens tels que Benny Morris, Tom Segev, Ilan Pappé (2), ce mensonge sioniste a été mis à nu. A l'aide de nouveaux matériaux historiographiques à leur disposition, ces «nouveaux historiens» ont montré de manière irréfutable la réalité de la persécution, de l'expulsion et des expropriations dont furent victimes les populations palestiniennes en 1948, théorisant et validant ainsi le «péché originel» de l'Etat d'Israël. Il faut ajouter que dans le préambule des Accords d'Oslo en 1995 avec l'OLP, Israël a reconnu pour la première fois, noir sur blanc, sa responsabilité dans «l'exode» des Arabes en 1948.

Dès lors que l'agressive politique colonialiste et annexionniste d'Israël devenait difficilement défendable, les sophistes à sa solde eurent recours à un fond argumentaire très vieilles et très machiavélique. Cela consiste à reconnaître d'un côté le drame du peuple palestinien et une part de responsabilité de l'Etat d'Israël dans ce drame, et de l'autre à jeter le doute, voire l'opprobre sur une prétendue focalisation sur la situation des Palestiniens(e)s qui cacheraient, selon eux, des motivations non avouables : la haine atavique d'Israël ou du Juif. Marc Saint-Upéry décrit d'une manière pertinente ce procédé odieux dans ces termes : «Comme on ne peut plus guère chanter sans se couvrir de ridicule la pureté des armes de Tsahal [l'armée israélienne], on dénigre l'impureté des motivations de ses critiques» (1). On conviendra qu'une ligne de défense pouvait être plus élégante. On conviendra aussi qu'il serait plus glorieux face à une accusation de nature horrible de plaider «Je n'en fais pas partie» que «Il y a pire» ou «Je ne suis pas le seul».

La tragédie du peuple palestinien n'a jamais atteint un point aussi critique. En plus des humiliations et des discriminations subies par les «Arabes israéliens» et la brutalité à un niveau inégalé contre les

Palestiniens dans les «Territoires», il faudrait y ajouter une situation «humanitaire» plus désastreuse que dans plusieurs pays dits du «Tiers-Monde» : germes de guerre civile, plus 60% de la population active au chômage, plus 80% de la population au-dessous du seuil de pauvreté, réapparition de maladies éradiquées dans le passé, sous-alimentation, malnutrition et même la famine.

**SEULE ISSUE : SOLIDARITÉ ET SOUTIEN MUTUEL.** L'absence d'une organisation internationale servant de forum et d'instrument de coordination de la lutte des peuples opprimés et exploités favorise l'émergence et la propagation de telles idées prétendant établir une hiérarchie entre les droits de différents peuples. En attendant au lieu de se perdre dans des digressions menant consistant à opposer la lutte de différents peuples, il serait utile, en guise de conclusion, de méditer les propos de la mère de l'auteur du livre *L'Industrie de l'Holocauste*, Norman Finkelstein (dont les parents sont les seuls survivants du camp d'Auschwitz parmi toute leur famille), et de Marek Edeleman qui a été le commandant en second et seul survivant de la direction de l'insurrection du Ghetto Juif de Varsovie en 1945 :

• La mère de Norman Finkelstein : «C'est la leçon essentielle que ma mère m'a léguée. Je ne l'ai jamais entendue dire: 'Ne compare pas! Ma mère comparait toujours. Il est incontestable que des distinctions doivent être faites en histoire. Mais établir des distinctions morales entre 'nos' souffrances et 'les leurs' est un travestissement moral. 'On ne peut pas comparer deux peuples malheureux; disait Platon avec beaucoup d'humanité, et dire que l'un est plus heureux que l'autre.' Face aux souffrances des Noirs américains, des Vietnamiens et des Palestiniens, le credo de ma mère a toujours été: nous sommes tous des victimes de l'Holocauste.»

Marek Edelman, à propos de la purification ethnique dans la dernière décennie en ex-Yougoslavie, a déclaré que «Le nationalisme, le chauvinisme, la répression des minorités auxquels nous assistons sans réagir, c'est la victoire posthume de Hitler. C'est pour cela que nous n'avons pas le droit de nous taire. Ce serait lâche et dangereux. Pour nous et surtout pour les jeunes.»

Nicklas

(1) Israël : sur la réprobation de la réprobation Par Marc Saint-Upéry dans *Antisémitisme: l'intolérable chantage. Israël-Palestine, une affaire française ?*, La Découverte, Paris, 2005.  
(2) L'expulsion des Palestiniens revisitée par des historiens israéliens, Dominique Vidal, *Le Monde Diplomatique*, Décembre 1997.  
(3) Editions de la Fabrique, 2001

## Libérez Ahmed Saadat !

Depuis l'été dernier, plusieurs audiences du Tribunal militaire israélien ont eu lieu à la prison d'Ofar en Cisjordanie pour juger Ahmed Saadat, le secrétaire général du Front Populaire pour la Libération de la Palestine (FPLP). Saadat a refusé de participer à cette procédure et de reconnaître la légitimité du Tribunal, instrument de l'occupation sioniste. Les observateurs des audiences ont noté que Saadat avait été amené au Tribunal tôt le matin et avait dû attendre dans un container en métal pendant des heures. On pouvait voir les traces des menottes sur ses poignets. Au cours des audiences, il a été presque battu par les soldats qui essayaient de l'empêcher de parler avec les journalistes.

**Arafat à l'origine de sa détention.** L'ancien secrétaire général du FPLP, Abu Ali Mustafa, a été tué par Israël en 2001. Abu Ali Moustafa a été, à ce jour, le plus haut dirigeant palestinien victime d'un meurtre «extra-judiciaire» d'Israël\*.

Peu de temps après cet assassinat, un commando du FPLP a tué en représailles le ministre du tourisme d'Israël, Rechavam Zeevi, du parti ultra-sioniste Moledet. Ce parti est connu pour prôner le «transfert» des Palestiniens, c'est-à-dire leur totale

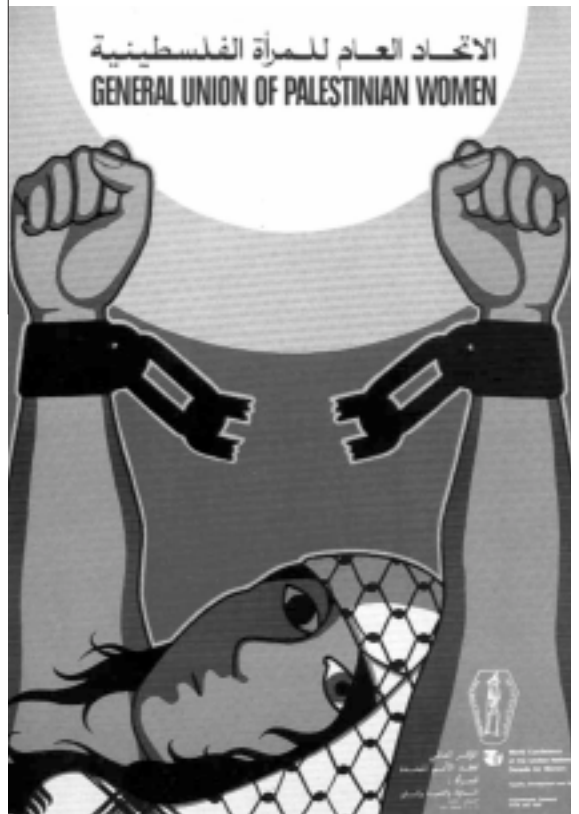
expulsion forcée hors de Palestine. En 2002, sous la pression d'Israël, Arafat a ordonné l'arrestation du successeur d'Abu Ali Mustafa, Ahmed Saadat. Alors qu'il était détenu à la Moqata d'Arafat, l'armée israélienne a fait le siège de l'immeuble du président. Conformément à l'accord qui a mis fin au siège, Saadat a été transféré à Jéricho dans une prison palestinienne sous la surveillance de soldats américains et britanniques.

Cependant, la Cour constitutionnelle palestinienne a jugé que l'emprisonnement de Saadat était illégal.

Le 14 mars 2006, l'armée israélienne a assiégé et pris d'assaut le centre de détention de Jéricho, kidnappant Saadat. Israël a annoncé que Saadat serait jugé pour le meurtre de Zeevi.

En dépit des techniques d'interrogatoires notoire des services de la Shabak, le procureur général Menachem Mazuz a été contraint d'admettre, au bout d'un certain temps, qu'il n'y avait pas de motifs d'inculpation devant une Cour criminelle pour le meurtre de Zeevi. C'est pourquoi Saadat a été transféré devant une Cour militaire où il est inculpé pour 19 infractions, toutes en rapport avec son appartenance au FPLP.

\* Récemment la Haute Cour israélienne a décrété que de tels meurtres n'étaient pas contraires à la loi.



Un lecteur, qui vient de passer plusieurs semaines dans les zones révolutionnaires du Népal nous a transmis un long article, illustré de très intéressantes photos. Ainsi il introduit son article intitulé «Et le drapeau rouge flottera sur le toit du monde» en disant «je vais rendre compte de ce que j'ai observé, partagé et appris de mes rencontres avec des membres du Parti communiste du Népal-maoïste (PCN-M), de l'armée de libération populaire (ALP) et du Front populaire unifié (FPU). (...) Au fil de trois articles seront développées les raisons pour lesquelles cette révolution est en passe de devenir une réussite. Le premier portera sur les choix stratégiques et organisationnels du mouvement maoïste. Suivront le développement de leur «Nouvelle Démocratie» et la place des groupes opprimés dans cette révolution, notamment celle des femmes.» La place nous manque pour vous le donner intégralement, aussi nous avons choisi, à l'heure où la «démocratie» parlementaire se déchaîne le deuxième qui traite de la construction de la nouvelle démocratie (Intégralité de l'article sur vp-partisan.org).

# “Ensemble, nous déplacerons l'Himalaya”

Sous-titres de la rédaction



Après le départ des forces de police et des représentants de l'ancien gouvernement des zones de bases révolutionnaires, il y eut un vide de pouvoir stratégiquement comblé par le nouveau gouvernement maoïste. Ce dernier s'est alors chargé de réaliser sa politique de justice sociale : distribution des terres selon la politique de «la terre à celui qui la cultive», enregistrement des bons de propriété, résolution des conflits, organisation des travaux de développement. Plus personne ne s'est alors déplacé dans les capitales de district où se concentraient les différents pouvoirs et institutions de l'ancien gouvernement, ce qui a littéralement paralysé et disqualifié ce dernier. La population a ainsi pu préférer l'impartialité et le souci d'égalité du nouveau gouvernement à l'ancien, corrompu jusqu'à la moelle, et aux maîns des castes et classes sociales supérieures.

**Un système fédéraliste.** La politique du PCN-M est de créer un système fédéraliste découpant le Népal en sept régions autonomes, mettant en pratique le droit aux populations à l'autodétermination. Ce système se veut représentatif par le bas. Tout part ainsi des cantons. Dans chaque canton est élu(e) ou coopté(e) un(e) représentant(e) et quatre assistant(e)s. Ils constituent alors le comité populaire de village, composé de 9 à 11 cantons. En leur sein sont élu(e)s un(e) représentant(e) et un assistant(e) pour le comité populaire de district. Ce schéma se répète ensuite au niveau régional et national. A chaque niveau s'ajoute un(e) représentant(e) de chaque groupe suivant : femmes, dalits («intouchables»), intellectuel(le)s, groupe ethnique (nationalités) et population défavorisée. De surcroît, les femmes et dalits doivent être représenté(e)s respectivement au minimum à 40 et 20%. Ce système se veut représentatif des différentes ethnies et castes qui étaient auparavant privées d'accès aux postes à responsabilité dans l'administration ou la sphère politique par les castes supérieures hindoues (Brahmanes et Chhetris) appartenant à une même nationalité (Khas).

**Ecoles, santé et travail volontaire.** Cette nouvelle organisation politique, introduisant la révocabilité des élus, permet à la population de choisir leurs représentants à la base, ces derniers pouvant les représenter jusqu'au niveau national.

Cependant, il ne semble pas que le système maoïste se dirige vers un fonctionnement par mandat, système qui permettrait d'impliquer beaucoup plus directement la population dans la prise de décision. La politique de développement du nouveau gouvernement l'a rendu très populaire et suite à ses réalisations, nombre de personnes soutiennent la révolution. Par des campagnes d'informations et des réalisations concrètes, le nouveau gouvernement a per-

mis à la population de prendre conscience de ses besoins de développement (écoles, hôpitaux, routes, électricité,...).

Auparavant, acceptant la fatalité de la maladie (plusieurs jours de marche nécessaires avant d'atteindre un hôpital habilité à leur apporter les soins adaptés, pratiques chamaniques inefficaces), des difficultés de déplacement (aucune route praticable par quelconque véhicule), de l'illettrisme – 58,3% de la population illettrée dont 70,1% de femmes et 53,4% d'hommes (1) –, la population est maintenant consciente de ses besoins et a réalisé que non seulement les maoïstes pouvaient changer la situation mais qu'eux-mêmes étaient en mesure et se devaient de prendre part au changement. Des centaines de milliers de personnes travaillent donc volontairement deux semaines par an à des travaux de constructions – routes, hôpitaux, écoles,...(2). Ce genre d'initiative existe également dans certains villages où une semaine tous les 6 mois des travaux de développement communautaires sont organisés – constructions de meubles pour des écoles du village, de toilettes,... – comme par exemple à Rukumkot (Rukum District).

**L'hôpital modèle du peuple** (Janaa Naamunaa Hospital) a ainsi émergé du sol grâce à des dizaines de milliers de volontaires (population, ALP, milice).

Contrairement aux hôpitaux publics, celui-ci est entièrement gratuit (des opérations chirurgicales aux médicaments) après s'être acquitté de 10Rps (11 centimes) de frais d'inscription. Il existe un mode de fonctionnement égalitaire au sein du personnel de l'hôpital, tous volontaires (...)

L'équipe médicale se déplace dans les villages pour des campagnes de sensibilisation à la médecine scientifique afin que la population abandonne les pratiques chamaniques inefficaces. Un planning familial est en cours de développement, l'hôpital se contentant pour l'instant de délivrer des préservatifs et pilules contraceptives. L'avortement y est également pratiqué. A terme, cet hôpital devrait devenir universitaire.

La construction d'infrastructures routières a également avancé, avec pour projet national de construire une voie principale au pied de la chaîne himalayenne et de construire ensuite des routes secondaires assurant la liaison avec la voie principale existant au sud. J'ai pu participer à ces travaux de construction et observé directement que, bien organisées, les masses peuvent bouger des montagnes.

Dans le but de contrer l'illettrisme sévissant principalement dans les campagnes, des écoles ont vu le jour. Les écoles publiques sont gratuites mais l'éducation qu'elles fournissent n'est pas de bonne qualité. Les populations les plus pauvres ne peuvent pas payer les uniformes et les livres requis. L'école privée est de son côté très chère. Il existe donc un clivage flagrant entre hautes et basses classes sociales. La politique du PCN-M est de nationaliser les

écoles privées et de rendre l'éducation totalement gratuite et de meilleure qualité. Ils ont ainsi développé des écoles déjà existantes et construit de nouvelles. Dans ces dernières, contrairement aux écoles publiques où l'on enseigne les superstitions, le respect de la monarchie, la supériorité de l'homme sur la femme, les professeurs distribuent une éducation mêlant théorie et pratique ayant pour objectif annoncé de rendre les étudiants indépendants et autonomes sans faire usage des méthodes violentes des écoles publiques (punitions corporelles, humiliations,...). La discipline reste cependant une valeur centrale.

**Nouvelle justice.** Le nouveau gouvernement a également mis en place un nouveau système judiciaire. Le système traditionnel obligeait la population à se déplacer dans les centres urbains et capitales de district. Il était connu pour être corrompu et partial en addition de procédures longues et coûteuses. En opposition, les tribunaux populaires ont délivré des jugements locaux suivant une procédure rapide et presque gratuite (5Rps de frais d'inscription). Ils ont connu un rapide succès auprès de la population, notamment reconnu pour leur impartialité. Suite à leur mise en place, un nombre insignifiant de personnes se dirigeait vers le système traditionnel. Le fonctionnement est relativement simple. Il y a quatre types de cours : *village* (conflits, délits, crimes), *district* (meurtres et affaires complexes), *haute cour* et *cour publique*. Si une des parties est insatisfaite du jugement, l'affaire est reportée au niveau supérieur. En dernier recours, elle est jugée publiquement à l'endroit où elle a pris place, selon un verdict populaire, le juge choisissant la modalité de la peine. Le système de justice populaire, plutôt que d'appliquer directement des sanctions, délivre souvent des avertissements. Les peines peuvent être de simples excuses, une promesse de ne pas recommencer, une réparation, une humiliation publique (pour les crimes sexuels particulièrement) ou une peine en camp de travail.

Pendant la guerre, il y eut également des exécutions (pour les traîtres et les espions) et des bris de membres. Ces pratiques semblent avoir été abandonnées depuis. Les camps de travail semblent être relativement ouverts. Les détenus y travaillent à proximité sur des projets de travaux d'intérêt public, parfois sur des chantiers auxquels la population prend part (3). Ils travaillent selon leurs capacités, peuvent voir leurs familles et sont parfois formés à un métier. L'objectif affirmé des camps de travail est de réintégrer les détenus dans la société. Suite à leur peine, les détenus reprennent le travail qu'ils avaient antérieurement.

**Surissement de communes populaires.** L'organisation du travail, notamment dans l'agriculture (secteur représentant 42% du PNB et duquel 81% de la population survit) est également soumise à changement. La révolution agraire est un point très important du programme du PCN-M. Avant de développer les industries qui permettront au Népal d'être indépendant de l'impérialisme économique de l'Inde et de la Chine, la priorité sera donnée au développement du secteur primaire afin d'acquérir le capital nécessaire au développement de l'industrie. Le Népal étant extrêmement riche en ressources hydrauliques, une attention particulière sera également portée au développement de projets hydroélectriques.

Le fermage collectif est en cours de développement afin d'augmenter la productivité des sols. Les terres, ayant été saisies aux grands propriétaires ou usuriers, ne sont pas automatiquement redistribuées aux paysans (bien que cette pratique soit majoritaire). Dans les montagnes et collines, la terre saisie appartient à la communauté et est cultivée collectivement. Le partage se fait alors en fonction du pourcentage de travail effectué et des besoins de la famille. Les paysans ayant des terres sont encouragés à se regrouper avec d'autres familles et de les travailler collectivement. Le partage se fait alors également en fonction du travail effectué et des particularités familiales. Cette politique a mené à l'établissement

de «communes». J'ai ainsi découvert la *Commune Immortelle Populaire* (Janaa Ajammari Commune) près de Thawang (4). Le travail y est organisé selon le principe «à chacun ses moyens, à chacun ses besoins». Tout est collectivisé. Différentes variétés de légumes et de fruits y sont cultivés afin d'éviter la dépendance à une seule culture et d'être ainsi complètement soumis aux fluctuations du marché. Les revenus issus des ventes et du commerce de deux hôtels situés à Thawang servent à acheter ce que les «communards» ne produisent pas. Ce qui est vraiment impressionnant dans cet endroit loin de tout, sans route ni électricité, est leur volonté de développer leurs vies, et particulièrement la commune, de manière scientifique et pragmatique (...).

Ces différents développements ne seraient complets sans un changement radical des rapports sociaux, orientés vers l'égalité et le partage. Changer l'organisation du travail c'est également changer les rapports sociaux. L'accent a été mis sur la conscientisation de la population à propos des mécanismes d'oppression puis de leur abolition. Les maoïstes se sont rendus compte que l'usage de méthodes coercitives ne faisait que les renforcer. Ils continuent donc leur travail de conscientisation.

Un lecteur

(1) UNESCO 2000. (2) Je tiens à noter que cela a été maintes fois décrit comme du travail forcé par une grosse partie de la presse bourgeoise. Il n'en est rien. Il s'agit bien de volontariat suivant une prise de conscience collective des besoins de la communauté pour l'amélioration du quotidien. Il paraît difficile pour certains, dans cette société individualisée, que des villageois marchent pendant des jours pour participer à la construction d'une route dont leur village ne bénéficiera même pas directement. La notion de collectif semble avoir été, avec succès, efficace de certains cerveaux des «bien-pensants» de notre société. (3) Je n'ai cependant pas pu avoir accès aux camps de travail, le Parti ayant donné des directives aux cadres locaux de ne pas dévoiler leur localisation. Provenant de plusieurs sources, ces informations se sont recoupées mais elles doivent être prises avec précaution. Néanmoins, j'ai participé à un chantier où des bandits de grand chemin travaillaient. L'un d'entre eux a pu s'échapper relativement facilement. (4) Village communiste depuis les années 1950. La population élira beaucoup la Commune de Paris comme exemple.

Théâtre

# La crosse en l'air de Jacques Prévert ou le plaisir de l'insolence

Par La Compagnie Jolie Môme

Un texte écrit entre 1936 et 1959 et qui résonne aujourd'hui tout particulièrement dans un contexte de montée de la réaction en Europe, de l'intrusion de la religion dans les écoles en Pologne (1), de la circulation des thèses créationnistes issues des religions musulmanes et chrétiennes (2).

*«Il a un théâtre dans la tête (...) et c'est des pièces terribles que ça joue pas des tragédies à guirlandes avec des bonzes d'autrefois qui débloquent comme à l'église des histoires de fesses qui riment... mais des pièces avec des hommes de viande, avec de pauvres femmes vivantes, avec du pain, des chiffres... des orages de chiffres, toujours des petites sommes, et puis des hommes qui fabriquent...»*

La crosse en l'air, l'histoire d'un veilleur de nuit qui, une lanterne à la main, se rend au Vatican pour aller dire au Pape ce qu'il a sur le cœur. Au cours de son voyage, on voit un évêque qui est saoul, un chien assis sur son cul, un catholique pratiquant, un romain avec des pièces au fond du pantalon, Monsieur Claude Führer le grand pétopioman, les Schneider, les de Wendel, tous les vieux débris du Creusot, Mussolini, un tas de monde qui rampe sur le paillason, le printemps, un oiseau dans sa main, un chat au secours de l'oiseau blessé.

L'oiseau raconte au veilleur de nuit son vol au-dessus de l'Espagne en guerre contre le fascisme. Et le veilleur partira pour l'Espagne, au secours de la révolution en danger...

La crosse en l'air est un réquisitoire insolent et cinglant contre la collusion de l'Église et de l'idéologie fasciste. C'est un plaidoyer pour la lutte des travailleurs du monde entier et plus particulièrement pour les révolutionnaires espagnols qui combattent le coup d'État de Franco.

Ce poème, qui se trouve en plein milieu du recueil «Paroles», développe de façon virtuose tous les sentiments qui dominent l'œuvre de l'artiste tout au long de sa vie : la défense des exploités, des opprimés, l'anti-cléricalisme, l'anti-militarisme, la liberté, la révolte et l'espoir.

Alexandra

(1) Il y a désormais une épreuve de catéchisme au bac et les enseignants sont contraints, (sous peine de perdre leur poste) d'étudier des poèmes de Jean-Paul II.  
(2) Toujours en Pologne : la théorie de l'évolution est présentée depuis quelques mois, comme «un mensonge légalisé» et l'évolutionnisme a été retiré des manuels scolaires. Le mot «embryon» a été remplacé par «enfant» afin de présenter l'avortement comme un crime.

Pour voir où et quand se joue la pièce, consulter notre agenda en dernière page.



Photos S. Gaudry

## IL N'EST PAS DE SAUVEURS SUPRÊMES NI DIEU, NI CÉSAR, NI TRIBUN PRODUCTEURS, SAUVONS-NOUS NOUS-MÊMES

Ces lignes, bien connues, sont extraites de l'Internationale, directement inspirée par la Commune de 1871. Moins bien connue la déclaration placardée le 25 mars 1871 par le Comité central de la garde nationale — le peuple en armes de cette même Commune. Une association militante avait pris l'heureuse initiative de créer à nouveau une affiche à partir du même texte, pour les élections de 2002. Bien que 136 années nous séparent de cette affiche, nous aurions aimé l'avoir écrite. Voici ce texte.

Citoyens,  
Ne perdez pas de vue que les hommes qui vous serviront le mieux sont ceux que vous choisirez parmi vous, vivant votre propre vie, souffrant des mêmes maux.

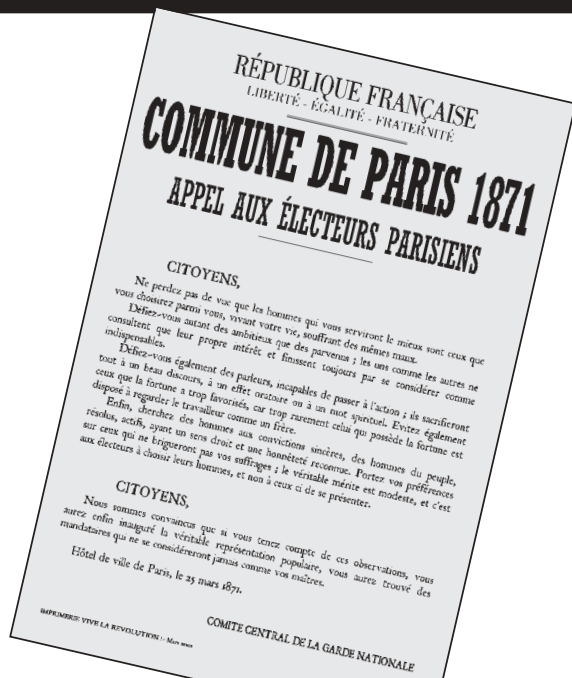
Défilez-vous autant des ambitieux que des parvenus; les uns comme les autres ne consultent que leur propre intérêt, et finissent par se considérer comme indispensables.

Défilez-vous également des parleurs, incapables de passer à l'action; ils sacrifieront tout à un discours, à un effet oratoire ou à un mot spirituel. Évitez également ceux que la fortune a trop favorisés, car trop rarement celui qui possède la fortune est disposé à regarder le travailleur comme un frère.

Enfin, cherchez des hommes aux convictions sincères, des hommes du peuple, résolus, actifs, ayant un sens droit et une honnêteté reconnue. Le véritable mérite est modeste et c'est aux électeurs à connaître leurs hommes, et non à ceux-ci de se présenter.

Citoyens,  
Nous sommes convaincus que, si vous tenez compte de ces observations, vous aurez enfin inauguré la véritable représentation populaire, vous aurez trouvé les mandataires qui ne se considéreront jamais comme vos maîtres.

Le comité central de la garde nationale, Hôtel de Ville de Paris, 25 mars 1871



## Logement (suite de la page 12)

### LA CRISE DU LOGEMENT UNE INSTITUTION NECESSAIRE

«...Une société [capitaliste] ne peut exister sans crise du logement, lorsque la grande masse des travailleurs ne dispose exclusivement que de son salaire, c'est-à-dire de la somme des moyens indispensables à sa subsistance et à sa reproduction ; lorsque sans cesse de nouvelles améliorations mécaniques, etc., retirent leur travail à des masses d'ouvriers ; lorsque des crises industrielles violentes et cycliques déterminent, d'une part, l'existence d'une forte armée de réserve de chômeurs et, d'autre part, jettent momentanément à la rue la grande masse des travailleurs ; lorsque ceux-ci sont entassés dans les grandes villes et cela à un rythme plus rapide que celui de la construction des logements dans les circonstances actuelles et que, pour les plus ignobles taudis, il se trouve toujours des locataires ; lorsque, enfin, le propriétaire d'une maison, en sa qualité de capitaliste, a non seulement le droit, mais aussi, dans une certaine mesure, grâce à la concurrence, le devoir de tirer de sa maison, sans scrupules, les loyers les plus élevés. Dans une telle société, la crise du logement n'est pas un hasard, c'est une institution nécessaire ; elle ne peut être éliminée ainsi que ses répercussions sur la santé, etc., que si l'ordre social tout entier doit elle décoller est transformé de fond en comble.» Friedrich Engels, La question du logement, 1873

### TRANSFORMATION DU STATUT DES OFFICES PUBLICS HLM

Le gouvernement vient de décider, par ordonnance, de changer le statut des OP HLM pour les transformer en établissements à caractère commercial. Cette modification est incompatible avec la notion de service aux locataires et la garantie du droit au logement pour tous. C'est un pas de plus vers la privatisation des OP HLM. (selon une déclaration de la CGT Service Public)

« IL EST CLAIR COMME LE JOUR QUE L'ETAT ACTUEL NE PEUT NI VEUT REMÉDIER À CETTE PLAIE QU'EST LA PÉNURIE DE LOGEMENTS. L'Etat n'est rien d'autre que le pouvoir total organisé des classes possédantes, des propriétaires fonciers et des capitalistes en face des classes exploitées, des paysans et des ouvriers. Ce que les capitalistes considèrent individuellement (il ne s'agit que d'eux, puisque dans cette question le propriétaire foncier intéressé apparaît d'abord en sa qualité de capitaliste) ne veulent pas, leur Etat ne le veut pas non plus. Donc si les capitalistes pris individuellement déplorent, il est vrai, la crise du logement... les capitalistes pris dans leur ensemble, c'est-à-dire l'Etat, ne feront pas beaucoup plus. » Friedrich Engels, La question du logement, 1873

# Droit au logement opposable ?

**A** lors que depuis des années les militants du DAL (Droit au logement), d'Emmaüs et d'autres associations de locataires ou de solidarité se mobilisent pour que le gouvernement mette en place un droit au logement opposable, *Les enfants de Don Quichotte*, en incluant dans la *Charte du canal Saint-Martin pour l'accès de tous à un logement* ont enfin obtenu gain de cause. Dans le contexte des futures élections, Chirac a récupéré ce mouvement. Il fait d'une pierre deux coups : médiatiquement, il apparaît pour l'opinion comme un homme efficace, et il fait barrage à Sarko et ses promesses de zéro SDF. Et, déjà, l'Assemblée nationale et le Sénat planchent sur un projet de loi que les associations, citées plus haut, critiquent. « Plus un texte est volumineux, moins sa portée est étendue. C'est que le volume d'un texte a en général pour effet de multiplier les conditions d'applications ; Et plus il y a de conditions, moins le texte est aisé à mettre en œuvre »

**Des lois existent déjà.** Quillot 1982, Mermaz 1989, Besson 1990, loi de lutte contre les exclusions 1998... Alors pourquoi le rendre « opposable » ? Pour obliger l'Etat à obtenir des résultats et reloger effectivement les mal-logés qui pourront avoir le droit de saisir la justice. Cela veut dire que le droit au logement devient une obligation pour l'Etat, les collectivités locales comme le droit à l'éducation et aux soins qui sont déjà opposables. Alors avec ce droit opposable les mal-logés et SDF auront-ils enfin dans les faits un toit ? **Un très long parcours juridique.** Ils devront faire une demande auprès d'une commission, qui décidera, sans qu'aucun délai ne lui soit demandé, de classer la



Sur le canal Saint-Martin, à Paris

demande comme prioritaire ou non. Si la demande n'est pas prioritaire, le juge ne peut être saisi. S'ils veulent contester cette décision, ils doivent faire une nouvelle procédure, donc encore des délais. Comment des mal logés ou des travailleurs sans domicile (50% des SDF ont un emploi) qui se battent pour survivre, face à la précarité du travail, auront-ils la force de faire toutes ces procédures ? Etre au chômage depuis longtemps, perdre son logement et se retrouver à la rue ou bien aller de centres d'urgence en hôtels entraîne très vite un processus de désocialisation qu'il est difficile de renverser et qui ne permet pas mentalement de faire toutes ces démarches juridiques.

**Une tromperie.** Le droit ouvert n'est pas celui d'obtenir un logement mais « des moyens convenables de logement ». Qui décide si le logement est convenable ? Ou « d'un placement en structure adaptée » (foyers ou hôtels meublés) ? Il y a manifestement une confusion entre droit à l'hébergement et droit au logement afin

de berner les gens, ce qui prouve fondamentalement l'hypocrisie de cette loi.

Selon la deuxième mouture du texte de loi : une personne qui a « créé elle-même sa situation de mal-logée » est exclue du droit (1). Ainsi, une femme qui quitte son domicile conjugal en raison d'un mari violent devra être en mesure de prouver ses craintes pour son intégrité physique devant une commission qui est spécialisée dans le logement. Une personne atteinte de troubles psychologiques qui se retrouve à la rue devra être en mesure d'établir la nature de ces troubles devant cette même commission qui n'est pas médicale ! Tout dépendra de l'interprétation que les membres de la commission départementale feront de la loi.

**La préférence nationale.** Pour ce qui est du droit au logement des étrangers, le texte donne « la préférence nationale » défendue par Le Pen et Sarkozy (« Quand on n'a pas de papiers, ou quand on n'a seulement une carte de séjour temporaire d'un an, on n'a pas à bénéficier d'un logement social aux frais du contribuable »). En effet, seules les personnes « autorisées à séjourner sur le territoire français de façon durable » en bénéficieront. Compte tenu de la loi Sarkozy (2), les étudiants qui ont un titre de séjour d'un an renouvelable n'y auront pas droit. Quant à ceux qui ont un titre de séjour de 5 ans, vu les imprécisions de vocabulaire, leur droit sera soumis à l'appréciation arbitraire de la commission puis du juge.

**Efficacité très limitée.** Pour les personnes qui seront jugées prioritaires par la commission, les logements seront pris sur le parc public et en particulier sur le contingent préfectoral qui « est déjà utilisé

pour des cas difficiles et largement insuffisant » selon le président de la CNL (Confédération Nationale du Logement). Plus d'un million de ménages pourraient bénéficier de ce droit opposable, or seulement 100 000 logements par an sont libres sur ce contingent préfectoral. Ce qui prouve que cette loi est totalement inefficace si l'Etat ne construit pas massivement des logements à loyers modérés. Or ce n'est pas le cas malgré ce que veut nous faire croire Borloo. Certes la construction de logements sociaux augmente mais que ce soit dans le parc HLM ou dans le privé, elle concerne les couches aisées des classes moyennes. « Le nombre de logements PLS (prêts locatifs sociaux), inaccessibles aux ménages les plus modestes et à la grande majorité des 1 500 000 demandeurs de logements sociaux a été multiplié par 8 entre 2000 et 2006, alors que la production de logements PLUS et PLAI a seulement été multipliée

par 1,6 dans la même période » (2). **Aménager la pénurie.** Au bout du compte « si l'Etat est condamné, il peut être contraint à se verser à lui-même une astreinte, dont le demandeur ne verra pas la couleur, et qui ne lui donnera pas pour autant un logement ». Selon le « Ministère de la Crise du logement », « il s'agit pour l'Etat non pas de s'obliger à loger tous les mal logés, mais au contraire d'aménager la pénurie, en éliminant un maximum de mal logés au cours de la procédure »

**Conclusion.** En 1977 l'aide à la personne remplace l'aide à la pierre ce qui augmente le coût de la construction, donc les loyers. Comme il n'y a pas de financement public, les HLM sont obligés d'emprunter pour construire et répercutent sur les loyers. Ensuite toutes les politiques du logement Besson (PS), De Robien (UDF), Borloo (UMP), choisissent l'aide fiscale à la construction ou à la rénovation et encouragent les mécanismes de la spéculation. Conséquence : les prix des logements ont augmenté de plus de 60% entre 1980 et 2005 sur toute la France et 80% pour Paris. Le nombre de logements inoccupés ne cessent d'augmenter (850 000 en 1962, 1 850 millions en 2004.) et les expulsions ont plus que doublé en 20 ans. La crise du logement est inhérente à une société où les capitaux n'ont aucun intérêt à s'investir dans la construction de logements populaires peu rentables. C'était déjà l'analyse de F. Engel au 19<sup>e</sup> siècle ; et en le lisant (voir en page 11), l'actualité de son analyse prouve qu'elle était juste.

Alexandra

(1) Directement copié du modèle écosais dont les autorités locales avouent que ce droit opposable est inefficace car la construction de logements sociaux est insuffisante faute d'argent investi par l'Etat ; révélateur !  
(2) Synthèse du rapport 2007 sur l'état du mal logement de la Fondation Abbé Pierre.

## EN URGENCE !

• Un logement décent et accessible pour tous • Stopper toute expulsion sans relogement • Réquisitionner les logements vacants, et les terrains nécessaires à la construction • Bloquer et plafonner les loyers • Construire massivement des logements pour les revenus modestes • Cesser les démolitions de HLM et la baisse des allocations logement • Arrêter le processus de privatisation des logements sociaux • La rénovation des cités populaires doit se faire selon la volonté des habitants

PARTISAN SUR LE NET →

<http://vp-partisan.org>

PARTISAN CONTACT →

vp.partisan@caramail.com contact@vp-partisan.org  
Voie Prolétarienne · BP 48 · 93802 Épinay-sur-Seine cedex

## Sommaire 211

ÉDITO : DÉCLARATION DE L'OCML-VP SUR LES ÉLECTIONS	2
BOVÉ : DU MONDE ET DES ILLUSIONS	3
DURÉE DU TRAVAIL : LA RÉALITÉ	4
FEMMES : LIDL · IRAK · PETITE ENFANCE	5
SANOFI-AVENTIS : UNE GRÈVE OFFENSIVE	6
CRISE DANS L'AUTOMOBILE ?	7
QUE FAIRE FACE AUX OGM ?	8
PALESTINE ET AUDIENCE MÉDIATIQUE	9
NÉPAL (I) : ENSEMBLE NOUS DÉPLACERONS L'HIMALAYA	10
THÉÂTRE : LA CROSSE EN L'AIR, DE PRÉVERT	11

PARUTION DU NUMÉRO 212 VERS LE 5 AVRIL. DATE LIMITE POUR ENVOYER VOS ARTICLES : 26 MARS

## ★ AGENDA

### JOURNÉE INTERNATIONALE DE LUTTES DES FEMMES.

8 mars: Femmes, prenons la Bastille! Rdv métro Père-Lachaise, 18h.  
24 mars: Manif nationale à Paris contre les violences faites aux femmes  
14h30 Place de la République.

### CONTRE LA RÉPRESSION

3 mars: Manif pour la réintégration d'Amandine (SUD) licenciée de Virgin pour son action syndicale (15h. M<sup>e</sup> Strasbourg-St-Denis). 7 mars: Concert de Solidarité à l'Université de Nanterre.  
12 mars: Meeting Tous unis contre la répression, Université Lyon II;  
20 mars: Meeting contre la répression 12h, Université Toulouse Le Mirail;  
22 mars: Meeting contre la répression 16h, Université de Tolbiac (Paris);  
23 mars: Meeting Tous unis contre la répression, 19h au CICP de Paris, 21, ter rue Voltaire. 26 mars: Procès des anti-CPE à Orléans (chambre d'appel, 13h30). 30 mars: Procès de Khadidja (APEIS) à Paris pour «délit de solidarité». 4, 5, 6 avril: Procès des militants du (n)PCI menacés d'extradition, Tribunal correctionnel de Paris (chambre 16-2).

### AIRBUS

Mi-mars: Journée d'action européenne pour bloquer la suppression d'emplois

### FORUM

POUR UN STATUT DE VIE SOCIALE ET PROFESSIONNELLE UNE GARANTIE DE REVENU ET LA CONTINUÏTÉ DES DROITS. 17 mars, de 9H30 à 13H30, Bourse du Travail 3 rue du Château d'Eau, Paris 3e (M<sup>e</sup> République) Salle Jean Jaurès. Organisé par : AC !-Act-Up-APEIS-Union Syndicale Solidaires, etc.

### CONSEIL INTERNATIONAL DES OUVRIERS DE L'AUTOMOBILE.

Ce 5ème Conseil se tiendra à Stuttgart en Allemagne du 17 au 20 mai 2007. Pour y participer adressez-vous à notre boîte postale.

### LA CROSSE EN L'AIR, DE JACQUES PRÉVERT

Par la Compagnie Jolie Môme. Du 8 mars au 1<sup>er</sup> avril, les jeudis, vendredis, samedis à 20H30 et les dimanches à 16 H. Au théâtre LA BELLE ÉTOILE, La Plaine St Denis, 14 rue Saint-Just. M<sup>e</sup> Pte de la Chapelle, Bus 153 (Arrêt église de la plaine). Réservation indispensable: 01 49 98 39 20. Tarifs : 16 et 10 euros.